



Las Noticias de la República Democrática del Congo (RDC)

[2021-04-16/ 2021-04-30]

Publicación quincenal

Edición en francés por Luc de l'Arbre

Vendredi 16 avril.

Kinshasa : début vendredi du contrôle des documents pour les véhicules. Le contrôle de la vignette et autres documents de bord débuté ce vendredi 16 avril à Kinshasa. Ce contrôle concerne les véhicules de transport en commun. Le ministre provincial des transports, qui a fait cette annonce mardi à la télévision nationale RTNC, indique que ce contrôle est amorcé puisque les autorités ont constaté que les responsables de ces véhicules ne se rendent plus auprès des services compétents pour se procurer les documents de bord. C'est notamment la vignette, l'autorisation de transport des personnes et des biens et le contrôle technique des véhicules. Par la même occasion, il a invité « pour la nième fois » les conducteurs des véhicules commis au transport des passagers à mettre un terme aux pratiques de sectionnement d'itinéraires communément appelées « demi-terrain » et autre « Solola bien ».

Tshopo : le gouverneur Walle Lufungula destitué. Les députés provinciaux de la Tshopo ont voté la motion de déchéance contre le gouvernement provincial jeudi 15 avril au cours d'une séance plénière consacrée à l'examen de cette motion adressée au gouverneur de province mardi dernier. Absent à cette séance où il était attendu pour répondre aux accusations contenues dans la motion, le gouverneur Walle Lufungula, à travers une lettre adressée au bureau de cette assemblée, invite les députés à la sagesse afin d'éviter «une énième humiliation». Hormis les membres du bureau, les 17 députés présents sur les 28 que compte l'assemblée provinciale ont tous voté pour la déchéance du gouvernement provincial. Mais bien avant de soumettre cette motion au vote, son initiateur a rappelé les griefs mis à charge du gouverneur ; notamment une gestion «opaque et calamiteuse» des finances publiques ainsi que le détournement de 2,5 millions de dollars américains.

Kongo-Central : regain de la criminalité au secteur de Patu. Vol de bétails et d'autres biens de la population et assassinat des motocyclistes se sont multipliés ces derniers jours. Le commandant de la police du territoire de Lukala reconnaît que la police ne parvient pas à maîtriser cette insécurité compte tenu de l'effectif réduit des policiers au secteur de Patu. Il demande à sa hiérarchie un renfort des effectifs dans cette contrée.

Des députés présentent à Félix Tshisekedi un «Programme de développement intégré du bloc Ouest et de la Grande Orientale». Le président de la République Félix Tshisekedi a reçu jeudi 15 avril à la cité de l'Union africaine Jean-Pierre Bemba, leader du Mouvement de libération du Congo (MLC), et un groupe de députés. À l'issue de la rencontre qui a duré plus d'une heure, Jean Pierre Bemba n'a pas fait de déclaration. Mais les députés ont affirmé qu'ils ont rencontré le président de la République avec la facilitation de M. Bemba pour partager avec lui des préoccupations de leurs provinces. Selon eux, tous ces problèmes ont été repris dans un document intitulé «Programme de développement intégré du bloc Ouest et de la Grande Orientale» qu'ils ont remis au chef de l'Etat. Selon le député

Daniel Mbau, porte-parole du collectif, leur souhait est de voir cette étude être intégrée dans le programme du nouveau gouvernement.

Absent du gouvernement, le regroupement politique AAAC espère la «réparation» de «l'injustice». «Cette injustice que nous considérons comme une omission a surpris les partis membres du regroupement d'autant plus que selon la formule utilisée pour la formation dudit gouvernement, le regroupement politique Action des alliés pour l'amélioration de vie des Congolais (AAAC) a droit à un ministère de par son poids politique. Une séance d'arbitrage des ambitions du regroupement a même été organisée à la demande de son excellence le Premier ministre», explique le président du regroupement AAAC, qui invite le président et le premier ministre à réparer cette «injustice».

Le président du Haut-Katanga : la société civile invite le gouvernement Sama à lutter contre la fraude douanière. Le président du cadre de concertation de la société civile du Haut-Katanga a indiqué jeudi 15 avril que la population attend beaucoup de ce nouveau gouvernement : «Le premier défi à relever, c'est la sécurité dans l'Est du pays. Il faut aussi améliorer les services sociaux de base. Là je vois la santé, l'eau, l'électricité et autres. Mais pour y arriver, il faut des moyens d'où la nécessité et l'urgence de faire face à la corruption ainsi qu'à la fraude et, principalement, la fraude douanière parce que sans moyens on ne peut pas faire face ni à la guerre ni améliorer les services sociaux de base. M. Kalwa Chulu estime aussi qu'il faut une certaine rigueur en ce qui concerne la gestion même de la chose publique par les ministres.

Sud-Kivu : la population appelée au calme après l'arrivée à Baraka des nouvelles unités des Fardc. Un navire venant de Kalemie, dans la province du Tanganyika, a accosté mercredi 14 avril au port de Mushimbakye avec à son bord des troupes des Fardc venues du centre de formation militaire de Banamura. Ces troupes nécessaires et supplémentaires des Fardc ne resteront pas dans la ville de Baraka. Elles seront déployées sur les hauts plateaux de Kipupu et Mikenge pour renforcer d'autres troupes des Fardc. Ce renfort des troupes arrive au moment où les armes sont en intense circulation entre les mains des civils de la région et les groupes armés, Gumino/Twigwaneho, Mai-Mai Yakutumba/Biloze Bishambuke qui ont renforcé leurs troupes respectives, causant des tueries, vols des bétails, incendies des villages entiers.

Une centaine des requérants du Nord et Sud-Kivu des années scolaires 2012-2013 et 2014-2015 n'ont pas des diplômes d'Etat. Ils déplorent que cette situation qui devient un obstacle dans la poursuite de leurs études pour les uns, et dans la recherche de l'emploi, pour les autres. « Nous demandons au ministre de l'enseignement, de nous aider à ce que ces diplômes soient délivrés à ceux qui ont réellement réussi. Nous avons besoin de ces papiers. »

Kwilu : la PNC exige un arrêté pour lever le couvre-feu. Après la levée du couvre-feu sanitaire dans les provinces les moins touchées par la COVID-19, la Police nationale Congolaise (PNC) du Kwilu fait savoir que cette province fait aussi partie de ces provinces. Son porte-parole, le major Camille Atungale indique que cette décision prise par la Task force présidentielle ne sera appliquée au Kwilu qu'après l'arrêté ministériel qui puisse abroger le premier arrêté qui avait instauré ce couvre-feu et qui le lève. En attendant, la population est appelée à observer ce couvre-feu.

Nord-Kivu : les enseignants « Adventistes » déplorent la retenue de 31% de leurs salaires par la coordination. Le coordinateur provincial de ce réseau évoque, lui, le contenu de la note circulaire de la ministre provinciale de l'EPST, ainsi que l'arrêté du gouverneur de province. Pour lui, Ipso facto, on doit retirer les 31% sur la prime de chaque enseignant du secondaire, pour payer les NU et NP des écoles primaires, et supporter le fonctionnement de certains bureaux. Cela, alors que les enseignants mécontents décrient, eux, la situation, disant que ce n'est pas le moment des "dicta". Les enseignants ont dit « non » au prélèvement de ces 31 %, a indiqué l'un des enseignants qui a requis l'anonymat.

Bukavu : les USA mettent en place un projet visant l'accès à l'éducation pour 38 000 000 USD. Le projet « Elimu ni jibu ya USAID » sera mis en place à travers des mutuelles de solidarité, des associations villageoises d'épargne et de crédit (AVEC), par des cash transfert inconditionnel dans lesquels participeront les parents et les enseignants afin de permettre à ces derniers de mettre en place des commerces leur permettant de payer les frais scolaires de leurs enfants. «Aujourd'hui, nous sommes ici pour lancer un projet d'éducation très important pour soutenir la bonne éducation dans la province du Nord-Kivu, aussi Sud-Kivu et Ituri, mais principalement pour les enfants qui sont dans les zones des conflits parce que tous ont besoin de la bonne éducation et les Etats-Unis sont impliqués », a déclaré l'ambassadeur des Etats-Unis en RDC, Mike Hammer lors de cette activité.

Félix Tshisekedi à Brazzaville pour l'investiture de Denis Sassou Nguesso. Félix Tshisekedi y participe en double casquette. D'abord en tant que président de la RDC et en tant que président en exercice de l'Union africaine. Agé de 77 ans, le président Denis Sassou Nguesso est à son quatrième mandat à la tête du Congo-Brazzaville. Il a été réélu à la tête de ce pays avec 88,57% pour un mandat de 5 ans.

« **La violence risque de nous faire perdre même la guerre contre l'ennemi** », déclare le maire ai de Beni. Au cours d'un échange jeudi 15 avril avec toutes les couches de la population, le maire ad intérimaire de la ville de Beni a indiqué que l'heure est à la recherche de la paix et à l'apaisement dans la ville de Beni pour que les activités reprennent. Cela après les journées des mouvements sans activités dans la ville. Il a également conféré avec les femmes leaders communautaires sur la crise actuelle que traverse la ville et territoire de Beni depuis le 5 avril dernier. Une crise caractérisée par des manifestations pour exiger le retour de la paix mais aussi le départ des organisations internationales dont la Monusco. Tout en promettant au maire leur accompagnement dans ses efforts de sensibilisation, ces femmes ont proposé l'instauration d'un tribunal afin de juger les auteurs directes, indirectes ainsi que les commanditaires des massacres dans la région de Beni.

Au moins 13 morts et plus de 21.000 personnes déplacées par des attaques communautaires au Grand Kasai (HCR). Selon le Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés les tensions entre les groupes ethniques Luba et Kuba seraient en hausse depuis août 2020 en raison de litiges fonciers. Les attaques et contre-attaques de l'année dernière ont déplacé plus de 13.000 familles, soit environ 40.000 personnes. La majorité des déplacés n'a pas pu rentrer chez elle « par crainte de représailles ». La région du Kasai se remet des violences de 2017 qui ont déplacé 1,4 million de personnes au sein de la RDC et forcé 35.000 réfugiés à se mettre en sécurité en Angola. Face à ce nouveau regain de tension communautaire, le HCR appelle à mettre à nouveau l'accent sur le rétablissement de la paix et le désamorçage des tensions au Kasai pour éviter une autre vague de déplacements massifs dans le pays. A noter qu'au total, plus de cinq millions de personnes sont toujours déplacées en RDC.

Le CAFCO attend la représentation plus accrue des femmes dans la diplomatie, le portefeuille de l'Etat, l'armée et la police. C'est l'essentiel du message de gratitude exprimé par le Cadre permanent pour la concertation de la femme congolaise ce vendredi 16 avril après la sortie du gouvernement Sama Lokonde au sein duquel la femme est représentée dans les proportions de 27%. « Rappelons au Chef de l'Etat, qu'il reste encore des postes nominatifs à pourvoir au sein de la diplomatie, des entreprises et établissements publics, de la magistrature, de la police, de l'armée, des institutions d'appui à la démocratie et autres structures, lui permettant de relever le défi de l'atteinte de la parité ».

« La mort de Michael Sharp et Zaidan Catalan a été préméditée », selon Sonia Rolley. L'audience du jeudi 15 avril a été consacrée à l'audition de Sonia Rolley de RFI, en qualité de renseignante. Dans sa déposition, la journaliste de RFI a réitéré la thèse selon laquelle la mort de Michael Sharp et Zaidan Catalan a été préméditée. Pour étayer son argumentaire, elle récuse les personnes ayant encouragé les deux experts à se rendre à Bunkonde alors que cette zone était réputée dangereuse. Sonia Rolley cite entre le colonel Jean de Dieu Mambueni et des membres de la famille Kamuina Nsapu avec qui les experts ont échangé la veille de leur dernier voyage. Des allégations que rejette un des avocats de la défense. Me Alidor Mampuya a indiqué que « la cour militaire ne devait pas être emportée par les convictions personnelles de Sonia Rolley ». La prochaine audience de ce procès est fixée à mardi.

Samedi 17 avril.

Ituri : 26 000 déplacés vivent dans des camps, entassés dans des huttes de fortune à Boga, alerte MSF. « Ces gens manquent de tout: accès aux soins, nourriture, abris, à l'hygiène. Il n'y a rien, tout est à faire », alerte la coordinatrice d'urgence pour MSF. L'humanitaire a atteint ses limites en Ituri avec les meurtres, les violences sexuelles ainsi que les pillages et les déplacements. En un mois, témoigne-t-elle, son ONG a pris en charge 67 femmes victimes des agressions sexuelles par des hommes armés, sur la route ou dans les champs.

23 personnes tuées par des ADF en 3 jours à Irumu. Ces vingt-trois personnes ont été tuées depuis lundi à l'arme blanche et par des armes à feu par les ADF. Ces violences ont été perpétrées aux villages Mitembo, Mungwanda et Kyamamba dans la chefferie de Banyali Tchabi dans le territoire d'Irumu. Le dernier drame s'est produit dans la nuit du mercredi à jeudi au village Mungwanda. Selon la société civile, la population est sous la menace permanente des groupes armés au sud d'Irumu, notamment la Force de résistance patriotique de l'Ituri et les rebelles ougandais des ADF. Cette situation a entraîné le déplacement de plus de dix mille personnes ces deux derniers mois. Ces déplacés sont venus de la localité de Kainama dans le territoire de Beni dans la province du Nord-Kivu. Ils vivent dans des écoles et des églises.

Bandundu : toujours pas de plénière à l'assemblée provinciale du Kwilu. Depuis l'ouverture de la session parlementaire de mars, aucune plénière n'a été organisée à l'assemblée provinciale du Kwilu. « Il est temps » estime que la non-tenu des plénières à l'assemblée provinciale du Kwilu prouve à suffisance que les élus n'ont pas la volonté d'aider la province à bien fonctionner et à avancer. Pour sa part, le président de l'assemblée provinciale attribue cette situation à l'absence des députés provinciaux dans la ville de Bandundu. Il les invite tous à vite regagner le chef-lieu de la province pour travailler. Si ces élus du peuple ne reviennent pas si vite, cela suppose qu'il y a une manœuvre dilatoire organisée par les autorités pour sécher les plénières, a-t-il conclu.

Lubumbashi : Snel annonce le rétablissement de l'électricité dans plusieurs quartiers, après dix-sept jours d'interruption. Des inciviques avaient emporté les câbles électriques sur la ligne 50 kilovolts du côté de la route des poids lourds et fait tomber six pylônes. Le coût total des travaux est d'environ 140.000 dollars américains. Le directeur provincial de la Snel a demandé à la population locale « un regain de civisme pour pouvoir protéger les infrastructures de la Snel, qui sont des infrastructures communautaires et qui nous aident tous ».

Sud-Kivu : 4 morts et 22 maisons détruites dans un conflit foncier à Kalehe. Selon l'administrateur du territoire, il s'agit d'un conflit foncier qui oppose deux familles. Les forces de l'ordre sont intervenues un peu après pour empêcher l'extension du drame.

Beni : des jeunes manifestants menacent les policiers et militaires (Armée). Les forces de sécurité mettent en garde les jeunes manifestants de Beni (Nord-Kivu) qui font des menaces contre les militaires et policiers ainsi que leurs dépendants vivant à la cite. Ces menaces risquent d'impacter négativement les militaires et policiers qui sont au service de la paix. Il y a eu des anciens bastions des ADF que les militaires occupent dans des forêts, selon le porte-parole des militaires. « J'imagine, les militaires qui sont déployés dans ces anciens bastions apprennent que sur la ville leurs femmes sont menacées. C'est clair, ils vont abandonner ces bastions pour venir protéger leurs femmes. Et c'est un danger, et ça profite à l'ennemi. C'est pourquoi, nous demandons à ces jeunes de réfléchir avec leurs têtes et non pas avec leurs cœurs.»

La destitution du gouverneur de l'Ituri n'influe pas sur la situation sécuritaire (assemblée provinciale). Le président de l'organe délibérant de l'Ituri, Siméon Banga Tchombe, indique que les députés ont exercé leur rôle régalien reconnu par la constitution, qui n'a rien avoir avec la sécurité. Il appelle tout le monde au calme.

Le CICR inquiet de l'afflux des blessés par arme dans les hôpitaux dans l'Est, après les manifestations contre la mission de l'ONU qui ont secoué cette région de l'est de la RDC. "Plus de 120 personnes blessées" sont prises en charge à l'hôpital général de référence (HGR) de Beni et à l'hôpital CBCA Ndosho de Goma avec le soutien du CICR, a indiqué cette organisation humanitaire dans un communiqué. "Actuellement, nous avons atteint nos limites en capacité d'accueil à l'HGR de Beni qui compte 43 lits et sommes presque à terme pour l'Hôpital CBCA Ndosho de Goma qui en a 74. Les équipes sont mobilisées depuis plus d'une semaine pour répondre à cet afflux", a expliqué le CICR à Goma.

Le nouveau ministre de la Défense promet d'endiguer les massacres de Beni. Gilbert Kabanda Kurhenga, assure les compatriotes de l'Est de la RDC de sa détermination à exécuter sans failles les instructions du Président Félix Tshisekedi afin d'éradiquer les massacres de Beni attribués aux rebelles ougandais des ADF. Dans une interview exclusive il promet de faire aboutir le programme de démobilisation des groupes armés pour pacifier le pays.

Ituri : trois morts lors d'une nouvelle attaque de la milice Codeco. Il s'agit d'un centre commercial situé à plus ou moins 85 km de Bunia dans le territoire de Djugu. Des sources sécuritaires confirment l'occupation par ces miliciens de plusieurs localités à la périphérie de cette entité. La société civile locale salue l'intervention des casques bleus de la Monusco, qui ont secouru des centaines des civils dans cette zone.

Dimanche 18 avril.

Salva Ndulani : « Aucun enfant ne doit être utilisé comme bouclier par les manifestants ». Cette déclaration intervient après l'enregistrement par cette structure d'un nombre important d'enfants utilisés et exploités par les manifestants comme boucliers lors des manifestations dans les villes de Beni, Butembo et Goma. Le parlement d'enfants parle de situation inacceptable et de violation graves des droits des enfants. Cette structure de défense des droits des enfants interpelle les parents de bien vouloir surveiller leurs enfants pendant cette période de crise, en attendant la reprise des cours.

Matata Ponyo lance l'ASBL Leadership et gouvernance pour le progrès. Pour le Premier ministre honoraire, le leadership et la gouvernance étant les deux binômes clé pour le progrès, ces notions seront apprises aux jeunes afin de promouvoir une classe politique responsables pour le Congo de demain. Après une série de conférences sur le leadership et la bonne gouvernance à travers le pays et même à l'étranger, le sénateur Matata Ponyo décide de créer LGP ASBL pour former la jeunesse à un modèle de gestion favorisant le progrès. L'objectif principal de LGP est de mettre l'expérience, la compétence et le savoir-faire de ses adhérents au service de la gouvernance pour un développement durable dans différents pays, notamment la RDC.

Ituri : le ministre provincial de l'Intérieur alerte sur la présence des étrangers dans les rangs des miliciens Codeco. Il fait remarquer que depuis le début de ce mois d'avril, le territoire de Djugu connaît une flambée de violences dont des éléments du groupe armé de la Codeco sont les auteurs. Environ 40 faits saillants sécuritaires ont été répertoriés : « La présence des gens qui sont venus de Nebbi et de Zole (en Ouganda), montre en suffisance qu'il y a

une complicité de l'extérieur. On a mis la main sur sept rebelles ougandais. On venait d'arrêter encore quatre autres. Tous ils prennent la direction de Kpandroma dans l'Ituri. Qu'est-ce qui viennent faire en ce moment précis ? », s'interroge-t-il.

Le nouveau ministre de la Défense promet d'endiguer les massacres de Beni, attribués aux rebelles ougandais des ADF. Il promet de faire aboutir le programme de démobilisation des groupes armés pour pacifier le pays. « C'est une des premières tâches à laquelle je vais m'atteler ». **Le ministre de la Défense va appliquer les textes régissant la collaboration entre les casques bleus et les Fardc.** Il a affirmé que le fondement de la mission que le chef de l'Etat lui a confiée consiste à rétablir la confiance entre les soldats et les officiers. Il indique par ailleurs, qu'il va appliquer les textes régissant la collaboration entre les casques bleus de la Monusco et les Fardc. « Je pense que les règles d'engagement de la Monusco devraient tenir compte et être fondées sur la capacité de notre force armée à s'assumer puisque la Monusco doit intervenir ici ou intervenir là-bas. Est-ce qu'elle doit tirer ou ne pas tirer, ces règles seront modifiées selon la capacité des forces armées », lance Gilbert Kabanda.

Des femmes et étudiants membres de la société civile font un plaidoyer à Félix Tshisekedi pour la pacification de l'Est du pays. Ces Congolais, vêtus de blanc, en signe de paix, ont sollicité et obtenu l'implication du chef de l'Etat en vue de mettre fin à l'insécurité et aux massacres perpétrés dans leurs contrées, rapporte le compte twitter de la Présidence. Les étudiants de Beni présents à cette audience ont, quant à eux, demandé au Chef de l'Etat de militer en faveur de la reprise des cours à l'université, où des enseignements ont été interrompus à la suite des attaques répétées des ADF.

Haut-Lomami : Isabelle Mushimbi, nouvelle présidente de l'assemblée provinciale. C'était à l'issue du vote organisé par le bureau d'âge après la déchéance de tout le bureau par les députés provinciaux, à l'exception du rapporteur qui avait résisté à la pétition. Sur 25 votants, Isabelle Mushimbi a récolté 15 voix contre 10 pour son challenger. Elle devient donc la première femme élue à la tête d'une assemblée provinciale dans l'espace Grand Katanga. Elle sera secondée par Marc Tembo comme vice-président, Thierry Caleb Lumbala, rapporteur, Samuel Yumba rapporteur adjoint, Fabien Numbi comme questeur. Mme Isabelle Mushimbi remplace à ce poste Héritier Katandula évincé depuis le 11 décembre 2020.

Il lui était reproché notamment la mauvaise gestion et l'incompétence.

La RDC lance la campagne vaccination contre la COVID-19 ce lundi 19 avril. Au moment où la RDC se lance dans cette campagne, le pays compte, selon les statistiques officielles datées du 18 avril, 28.955 cas confirmés. Au total, il y a eu 745 décès et 25.841 personnes guéries. La vaccination contre le Coronavirus avec le vaccin AstraZeneca débute sur toute l'étendue de la RDC. Elle sera volontaire, mais commencera avec le personnel soignant.

La cuisine congolaise et la lutte contre le braconnage au cœur d'une campagne de communication digitale, à travers le thème « célébrons la cuisine congolaise sans viande de brousse ». L'objectif est d'inviter des célèbres chefs Congolais à partager leurs recettes sans viande de brousse, tout aussi délicieuses et faciles à préparer. « En RDC et dans l'ensemble du bassin du Congo, la demande de viande de brousse dépasse l'offre. Cette pression provient en grande partie de grandes métropoles comme Kinshasa et risque de vider les forêts Congolaises de leur faune, menaçant la riche et unique biodiversité Congolaise et le bien-être des Congolais riverains », explique le ministre de l'Environnement et Développement durable.

Ituri : 9 morts dans les affrontements entre les Fardc et les miliciens de la FPIC au centre commercial de Nyankunde. Des sources locales attestent que tout est parti de l'interpellation par les services de sécurité d'un jeune du milieu. Un groupe de manifestants s'y est farouchement opposé. Pour la société civile locale, ces manifestants étaient des miliciens de la FPIC qui se seraient alliés à un groupe d'éléments incontrôlés de la Force de résistance patriotique de l'Ituri (FRPI). Le bilan avancé par cette structure citoyenne est de deux personnes tuées par balle lors des échanges de tirs entre les deux camps. Par ailleurs, l'armée affirme avoir repoussé l'ennemi et neutralisé six assaillants. Toutefois, le porte-parole de l'armée en Ituri, confirme la mort d'un soldat des Fardc lors de ces événements.

Lundi 19 avril.

Insécurité en Ituri : la société civile menace de décréter trois journées ville morte. Le coordonnateur de la société civile affirme que les services de sécurité n'arrivent pas à jouer leur rôle de protéger les civils. Chaque jour des innocents sont tués par des miliciens à Djugu et en Irumu, et des maisons incendiées. Pour lui ces journées ville morte constituent une interpellation au pouvoir central de dénouer cette crise avant que le pire n'arrive. A cause de l'insécurité, la ville de Bunia n'est plus approvisionnée en vivres, ni en produits manufacturés. « La route nationale 27 est la seule route qui approvisionne la ville de Bunia. Donc, du moment où cette route est coupée ; du moment où il n'y a plus la vie le long de cette route - parce que celui qui y passe est censé mourir - nous disons que si l'Etat ne prend pas des dispositions nous sommes prêts d'accepter de mourir de faim ici à Bunia », poursuit Dieudonné Lossa.

Manifestations populaires au Nord-Kivu : les auteurs matériels et intellectuels doivent être arrêtés, afin de répondre à leurs actes. Le président de la coordination provinciale de la société civile du Nord-Kivu se dit très choqué de la violence qui a caractérisé les manifestations au Nord-Kivu. Il recommande la promotion de la culture de paix et la cohésion sociale. La semaine dernière, des mouvements citoyens avaient organisé des manifestations pour exiger le retour de la paix au Nord-Kivu, le départ de la Monusco et certaines organisations internationales de l'Est de la RDC.

Beni : les activités restent paralysées malgré les appels à la cessation des manifestations. Des sources locales indiquent que les écoles n'ont pas ouvert et les propriétaires de certaines maisons de commerce, qui tentent d'ouvrir leurs portes, sont menacés par des groupes de jeunes se disant appartenir à des groupes de pression et mouvements citoyens. Seules des pharmacies ont ouvert leurs portes dans le quartier commercial Matonge. Pendant ce temps, dans certains quartiers, ces jeunes continuent d'ériger des barricades empêchant toute circulation sur la voie publique hormis le Boulevard Nyamwisi. A certains endroits, des éléments de la police en patrouille enlèvent ces barricades, qui sont remises après leur départ.

Butembo : 36 présumés bandits à main armée aux arrêts. Le maire indique que ces trente-six bandits étaient porteurs d'armes à feu, des armes blanches et des grigris : « Le premier groupe, c'est un groupe de criminels qui utilisaient des armes à feu et dont leurs chefs, sont des militaires déserteurs de nos Fardc, qui usent de leurs armes pour aller endeuiller notre communauté, notre population. Et l'autre groupe, ce sont des Mai-Mai qui profitant de ces semaines des villes mortes, de ces manifestations contre la Monusco, préparaient une attaque sur la ville, une attaque à notre camp de Rughenda, une attaque sur le QG de la Monusco et que nos services sont parvenus à déjouer le jeu. » Il appelle toute la population à plus de vigilance et de responsabilité pendant cette période.

Butembo : reprise timide des activités après 2 semaines des manifestations populaires, à la suite des manifestations demandant le retour de la paix et le départ de la Monusco de la région. Dans les écoles primaires et secondaires de la ville, très peu d'élèves se sont présentés ce matin pour étudier. Au centre-ville, les activités commerciales n'ont pas repris. Toutes les galeries de commerce et les grands magasins restent encore fermés. La Fédération des entreprises du Congo (FEC) ne s'est pas exprimée sur le manque à gagner depuis le début de ces manifestations populaires.

Sit-in des élèves à la mairie de Beni pour exiger la venue de Félix Tshisekedi. « Aujourd'hui, l'éducation est sabotée de toutes les manières : le raccourcissement de l'année scolaire, chaque fois dans notre région à cause de la guerre. Souvent les années scolaires sont sauvées mais pas l'éducation. Quelle génération nous formons sans une éducation complète ? Ainsi, prions votre venue à Beni dans 72 heures afin de venir répondre aux inquiétudes des enfants et d'éducation y compris ». Ils jurent revenir à la mairie dans les 72 heures, si leur revendication n'est pas prise en compte.

Des camions bloqués dans les borbiers entre Kisangani et Buta. Ce tronçon était couvert en une ou deux journées, il y a quelques mois. Il faut actuellement deux ou trois semaines pour parcourir cet axe routier long de 324 km, au terme des efforts considérables sur les borbiers qui le parsèment, ont témoigné dimanche 18 avril des camionneurs. Les camionneurs eux-mêmes sont à la base de cette détérioration de la route, reconnaît l'un d'eux, avant d'expliquer : « La capacité des véhicules aussi n'est pas vraiment appropriée. Toi tu as un véhicule de 10 tonnes tu charges 20 tonnes. » Du côté de l'Office des routes, un cadre confie que les moyens nécessaires font défaut actuellement pour réhabiliter cette route. Les commerçants demandent aux gouverneurs de la Tshopo et du Bas-Uele de s'arranger pour remettre cet axe routier en état permanent de praticabilité.

Maniema : plus de 4000 personnes exposées au Coronavirus et au VIH/SIDA dans les carrières minières. Le chef du secteur de Beia, indique que tous ces exploitants devront être sensibilisés sur les deux maladies qui causent des morts en RDC : « Le secteur de Beia lance un cri d'alarme au gouverneur de la province du Maniema, à la présidente de l'assemblée provinciale et aux ONG tant nationales que provinciales et la société civile du secteur de Beia de diligenter une commission mixte composée de leurs membres respectifs accompagné des chefs des groupements, des professionnels de la santé de deux zones de santé Kalima et Pangi et les agents du service des mines sur les deux rivières Ulindi et Elila, où il est observé un engouement de plus ou moins quatre mille personnes soit plus au moins deux mille personnes par site minier au tour des activités des dragues avec les conséquences prévisibles contre la santé de communauté. » Il s'agira, selon lui, de procéder à la sensibilisation de la population sur le respect et l'application des mesures barrières, la lutte contre la transmission de la COVID-19 et du VIH/ SIDA.

Le Président somalien séjourne à Kinshasa. Selon les services de la presse de la présidence de la RDC, Mohamed Abdullahi Mohamed est venu s'entretenir en présentiel avec le président en exercice de l'UA. Le programme de sa visite de travail prévoit, dans la matinée de ce lundi, un tête-à-tête avec le président Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Bukavu : 11 blessés lors de la répression d'une matinée politique par la police. Selon des sources locales, la foule rassemblée début d'après-midi au terrain de Funu dans la commune de Kadutu a été dispersée par la police. La population était venue répondre à l'invitation lancée par sept députés provinciaux. Selon le député Albert Kahasha, l'un des organisateurs de la manifestation, la matinée politique consistait à informer les électeurs sur la manière dont la province du Sud-Kivu est gérée par l'exécutif provincial. Onze personnes blessées ont été identifiées, parmi lesquelles quelques députés organisateurs de la matinée. Le bureau de coordination de la société civile du Sud-Kivu regrette « l'usage disproportionné de la force » par les services de sécurité.

Les activités économiques suspendues à Buta, pour deux jours à partir de ce lundi 19 avril à Buta dans la province de Bas-Uele. Dans un communiqué diffusé ce lundi sur les radios locales, les commerçants disent observer l'arrêt de toutes les activités économiques en solidarité avec les populations de l'Est du pays, victimes des massacres depuis 2014.

Le Kasai-Central n'a toujours pas de budget pour l'exercice 2021. Au niveau de l'assemblée provinciale, les élus ont refusé le week-end dernier de débattre sur l'économie du projet budgétaire présenté par le gouverneur intérimaire de province, au motif que ce projet budgétaire manque de soubassements. Les élus provinciaux, qui se sont succédé à la tribune de l'hémicycle, ont accusé le gouverneur intérimaire de s'être octroyé le crédit provisoire. Un délai de sept jours, jusqu'au 26 avril, a été accordé au gouverneur Tharcisse Kabatusuila par les élus provinciaux, afin d'apporter ce projet d'édit avec tous ses annexes pour un éventuel débat à l'hémicycle.

Kalemie : 6 morts dans des écroulements de maisons, provoqués par des pluies qui s'abattent dans la zone. Les victimes ont trouvé la mort dans des écroulements de leurs maisons. La Colline d'Etat est le secteur le plus touché de la ville par cette catastrophe.

La crise politique en Somalie au cœur de l'entretien entre Félix Tshisekedi et Mohamed Abdullahi. Le Président Mohamed Abdullahi Mohamed a particulièrement insisté pour que l'Union Africaine et son président en exercice jouent le rôle de leadership pour faciliter et encadrer les négociations et le dialogue entre toutes les parties prenantes somaliennes en les encourageant à travers des compromis qui puissent permettre de répondre à tous les enjeux sécuritaires, électoraux et de gouvernance. L'objectif étant d'aboutir à un accord entre Somaliens pour le bien des Somaliens. Le Président Tshisekedi a félicité l'ouverture d'esprit et la main tendue du président Mohamed vers toutes les parties prenantes somaliennes qui permettent, d'aboutir à des solutions et compromis forgés par les somaliens entre eux.

Eteni Longondo appelle les Congolais à se faire vacciner pour leur santé et celle de leurs familles. C'était lors du lancement ce lundi 19 avril à Kinshasa de campagne de vaccination contre la pandémie de Coronavirus. Selon les prévisions, 900 000 personnes sont attendues pour cette première phase. Le ministre Eteni Longondo s'est fait vacciner le premier, suivi par une trentaine d'autres personnalités dont le chargé de bureau de l'OMS et l'ambassadeur de l'Union européenne en RDC. Par ce geste, le ministre s'est voulu rassurant et persuasif face aux rumeurs. 4 millions d'autres doses d'Astra Zenica sont attendues en RDC selon les sources médicales.

Mardi 20 avril.

Ituri : 4 personnes tuées et des véhicules incendiés lors des combats entre Fardc et la FPIC à Nyakunde. Quatre personnes ont été tuées, quatre véhicules incendiés et plusieurs villages dans la région se sont vidés de leurs habitants lors des combats qui se sont déroulés dimanche 18 avril à Nyakunde centre, village situé à 45 km de Bunia, dans le territoire d'Irumu (Ituri). Ces miliciens ont également attaqué le centre commercial de Marabo, proche de Nyakunde où des violents combats entre les belligérants ont été signalés jusque-tard dans la soirée. Pour l'instant, la situation est confuse dans cette région. L'hôpital de référence de Nyakunde s'est vidé de son personnel soignant et des malades.

Nord-Kivu : le coordonnateur du programme DDRC appelle le gouvernement à honorer ses promesses pour sa mise en œuvre. La prise en charge de plus de mille combattants actuellement cantonnés dans trois différents sites en province, à savoir Mubambiro, Rumangabo et Kalunguta, pose problème, rappelle-t-il. Certains ex-combattants commencent à retourner en brousse, faute de prise en charge par le gouvernement, déplore le coordonnateur provincial du programme DDRC Nord-Kivu. Ce retour est à la base de la recrudescence de l'activisme des groupes armés dans la province. Le DDRC/ Nord-Kivu est prêt avec la cartographie des groupes armés, mais aussi avec le plan opérationnel de mise en œuvre de ce processus. Cependant, l'apport du gouvernement central n'arrive toujours pas.

Likasi : des blessés lors des échauffourées entre policiers et habitants à Toyota. Tout serait parti des cambriolages de quelques maisons par des bandits armés. Ils ont commencé par s'introduire dans une boutique. Ils y ont emporté toute la recette du jour et quelques téléphones portables. Ensuite ils se sont rendus dans une maison et ont défoncé la porte. Ils y ont pris l'argent et quelques biens. Avant de quitter le lieu, ils ont blessé les deux occupants. Une fois sortis, ils ont incendié cette maison. Les deux jeunes gens ont été secourus par un passant qui les a aussitôt conduits à l'hôpital où ils sont pris en charge. Tôt le matin, les habitants s'étant rendu compte de ce qui s'est passé la nuit sont descendus dans la rue. Ils ont saccagé le bureau de la police et celui du chef de quartier et libéré tous les détenus qui étaient au cachot.

Uvira : les déplacés regagnent leurs villages sous escorte des Fardc. Ces personnes issues de toutes les communautés ethniques confondues - notamment les Bafuliiru et Banyamulenge - avaient fui les affrontements la semaine dernière entre les groupes armés locaux Gumino et Maï-Maï. Le commandant des Fardc à Uvira a créé un couloir et déployé des troupes dans la zone pour atténuer la menace des groupes armés sur les populations civiles. Cette

initiative fait suite à une sensibilisation organisée le weekend dernier à Katobo et Ndegu. Par ailleurs, des affrontements étaient encore signalés dimanche entre une coalition des Maï-Maï et les Gumino et alliés à Marungu et Kitoga pour le contrôle présumé de la zone. Les Gumino et alliés tentaient de déloger les Maï-Maï dans la zone. Mais, ils ont fait face à une résistance farouche.

Affaire RDC-Ouganda devant la CIJ : reprise des plaidoiries ce 20 avril. Condamné depuis 2005 par la Cour internationale de justice à payer des réparations au profit de la RD Congo pour violation de la souveraineté territoriale de la RDC et des droits de l'homme entre 1998 et 2003, l'Ouganda ne s'est toujours pas exécuté. D'après Me Bernard Takaishe, ayant constaté « les atermoiements » de l'Ouganda caractérisant une mauvaise foi à ne pas réparer les préjudices infligés à la nation congolaise, le ministère de la Justice a reconstitué et consolidé la défense congolaise, qui a ramené le dossier au niveau de la Cour internationale de justice pour contraindre cette fois-ci l'Ouganda à s'exécuter. A la suite d'une plainte de la RDC, la Cour internationale de justice avait conclu que l'Ouganda était auteur, entre août 1998 et juin 2003, de "l'occupation de l'Ituri", de "violation des lois internationales sur les droits de l'homme" en RDC, d'usage illégal de la force, de pillages et d'exploitation des ressources naturelles" de la RDC, selon l'arrêt rendu en audience publique à La Haye, où siège la CIJ. A l'issue d'un procès de plus de cinq ans, la Cour avait rendu son verdict en décembre 2005 condamnant l'Ouganda d'avoir violé ses obligations en vertu du droit international. Après le prononcé de l'arrêt, l'Ouganda devrait donc négocier avec la RDC sur les modalités de dédommagement. Dix ans plus tard, soit en mai 2015, la RDC, estimant que les négociations menées à ce sujet avec l'Ouganda avaient échoué, a demandé à la Cour de fixer le montant de la réparation due par celui-ci.

Activités paralysées dans la ville de Bunia, à la suite du mot d'ordre lancé par la coordination de la société civile de l'Ituri. Celle-ci a décrété trois jours de ville morte pour décrier la dégradation de la situation sécuritaire. Elle déplore les tueries en masse des civils et des éléments des forces de l'ordre dans les territoires de Djugu et Irumu. Ce matin, des jeunes en colère en provenance de Shari ont envahi certaines artères de la ville pour manifester leur mécontentement à la suite de l'attaque de leur village par des miliciens. Ce qui a créé une psychose dans la ville

Dieudonné Kaluba Dibwa élu président de la Cour constitutionnelle. Il devient d'office président du Conseil supérieur de la magistrature (CSM). Juridiction hautement stratégique sur le plan politique et électoral en RDC, elle a fonctionné depuis près de 10 mois avec un président intérimaire, le juge président Benoit Lwamba ayant démissionné. Dieudonné Kaluba, est professeur de droit à l'Université de Kinshasa. Il s'est fait remarquer dans l'opinion en 2020 lors du procès dit de 100 jours qui impliquait Vital Kamerhe, ancien directeur de cabinet du Chef de l'Etat. Il a défendu la République, avec Me Coco Kayudi. Il a été nommé en juillet 2020 comme juge de la Cour constitutionnelle avec trois autres juges.

Ituri : 25 morts dans les attaques des miliciens de la FPIC à Irumu et Djugu. Selon des sources locales, le lundi matin, les miliciens de la Force patriotique et intégrationniste du Congo (FPIC) ont fait incursion au village de Nyara, à la périphérie de Bunia : douze personnes mortes, dont sept assaillants et cinq civils et plusieurs maisons ont été incendiées. Cette attaque a provoqué le déplacement de la population dans les localités et quartiers proches de l'aéroport de Bunia. Pendant ce temps, à Djugu, les combats entre le groupe d'autodéfense Zaïre et les Fardc ont fait treize morts au village de Lodha dans la chefferie de Mabendi. La Monusco et les Fardc ont repoussé ces miliciens de la FPIC.

Gouvernement Sama : les députés révolutionnaires invitent le Félix Tshisekedi à corriger les inégalités. L'intention des députés révolutionnaire n'est pas de bloquer l'investiture du gouvernement. Ils ont constaté certains déséquilibres dans la composition du gouvernement et veulent que les choses soient réajustées, afin de répondre efficacement aux attentes des Congolais : comment expliquer que certaines provinces, avec moins de vingt députés, ont plus de sept ministères, alors que d'autres, comme le Nord-Kivu qui compte 48 députés dont 44 de l'Union sacrée, ont moins de cinq ministres ? Pour éviter des frustrations qui avaient facilité l'effondrement rapide du FCC, le collectif des députés révolutionnaires réaffirme sa volonté de conserver les acquis de la révolution et invite le chef de l'Etat à trouver des solutions aux multiples observations soulevées.

Beni : reprise timide d'activités après 2 semaines manifestations populaires. Selon des sources locales, cette relance d'activités est observée par la reprise du trafic à travers les conducteurs de motos taxi et véhicules sur les grandes artères de la ville. Des pharmacies et quelques alimentations sont également ouvertes. Des stations-services ont ouvert tôt le matin pour refermer vers 8heures locales. La plupart des magasins et boutiques restent fermés. Les écoles restent toujours fermées. La police dit poursuivre sa patrouille dans la ville pour parer à toute éventualité.

Butembo : 4 miliciens tués dans l'attaque du camp militaire de l'aéroport. Le camp militaire des Fardc, situé à l'aérodrome de Rughenda à Butembo, a été attaqué par des Mai-Mai, dans la nuit du lundi à mardi 20 avril. Des sources sécuritaires affirment que ces miliciens, en grand nombre, étaient munis de fusils et d'armes blanches. Selon la mairie,

les forces de sécurité ont été alertées sur cette attaque par la police en alerte et la population et ont pris les dispositions qui s'imposent. Lors des échanges de tirs, quatre assaillants dont une femme ont été tués.

Assemblée nationale : Sama Lukonde dépose le programme d'action du gouvernement. Accompagné de 4 vice-Premiers ministres, le chef du gouvernement a été reçu par le président de la chambre basse Christoph Mboso Nkodia. A la sortie de cette audience, le chef de l'exécutif s'est adressé à la presse : « Nous avons dit au président de l'Assemblée nationale que nous restons à sa disposition pour que l'équipe du gouvernement puisse venir se présenter selon le calendrier qui sera fixé afin que nous puissions présenter officiellement le contenu de ce programme du gouvernement dont la primeur est réservée aux honorables députés, et à travers eux, à toute la Nation. Nous avons tenu compte de tous les aspects de la vie nationale de la République démocratique du Congo ».

Haye : la RDC demande plus de 4 milliards USD de réparations à l'Ouganda devant la CIJ. La partie RDC a été première à prendre la parole, après les propos liminaires de la juge présidente Joan Donoghue qui donne dans cet extrait le déroulé des audiences : Le représentant de la RDC devant la Cour, Paul-Crispin Kakhozi Bin-Bulongo, a déclaré aux juges que les dommages causés à son pays par l'Ouganda pendant les cinq années de conflit en Ituri étaient d'une "ampleur sans commune mesure" et a déclaré que l'Ouganda n'avait pas négocié de bonne foi lors des entretiens sur les réparations, rapporte l'agence Reuters. L'affaire a été portée devant le tribunal pour la première fois en 1999 et en 2005, la CIJ a jugé que l'Ouganda avait violé le droit international en occupant des parties de l'Ituri avec ses propres troupes et en soutenant d'autres groupes armés dans la région pendant le conflit. Il a également jugé que le Congo avait violé le droit international avec une attaque contre l'ambassade ougandaise à Kinshasa. Le tribunal a ordonné aux voisins africains de négocier des réparations mutuelles, mais en 2015, le Congo est retourné devant le tribunal de l'ONU en affirmant que les pourparlers n'avançaient pas. Après avoir mis en place une commission d'experts pour l'aider à évaluer les montants des dommages, le tribunal tient des audiences sur la question cette semaine.

Le Président Uhuru Kenyatta en visite officielle de 48 h à Kinshasa. Le Chef de l'Etat Kenyan a été reçu à l'aéroport de N'djili par son homologue Félix-Antoine Tshisekedi. Selon le protocole d'Etat, les deux présidents seront en tête-à-tête le mercredi 21 avril à la Cité de l'Union africaine. En marge de cette visite, des experts des deux pays ont travaillé pour la préparation d'une série d'accords de coopération qui pourraient être signés le même mercredi devant les deux chefs d'Etat.

Masisi : la société civile s'inquiète du non-respect de la décision du ministre de l'intérieur supprimant les barrières. Des barrières illégales sont toujours entretenues sur l'ensemble du territoire de Masisi, dans la province du Nord-Kivu, malgré leur suppression l'année dernière, par le ministre provincial de l'Intérieur. Cette situation impacte négativement sur les activités socio-économiques du territoire où le tissu économique est déjà délabré et affecté par les conflits armés.

Le secrétaire-rapporteur de la société civile de interpelle à cet effet les autorités compétentes pour une solution urgente.

Le Haut-Commissaire pour les réfugiés, Filippo Grandi en visite du 20 au 24 avril. Il se rendra en premier lieu au Nord du pays pour rencontrer les réfugiés centrafricains récemment arrivés en RDC à la suite de l'insécurité après les élections présidentielles et législatives en République centrafricaine de décembre 2020. Le Haut-Commissaire accompagnera des familles de réfugiés qui seront relocalisées de la frontière vers un autre site où ils pourront vivre plus en sécurité et avec une indépendance accrue à travers des activités de résilience. M. Grandi aura ainsi l'opportunité d'évaluer les conditions de vie des réfugiés et des populations qui les accueillent ainsi que les besoins humanitaires. Le chef du HCR rencontrera les autorités congolaises, les donateurs et la communauté humanitaire sur le terrain et à Kinshasa. Le Haut-Commissaire clôturera sa visite en rencontrant des personnes touchées par le conflit dans l'Est du pays.

Matadi : le maire dément les rumeurs sur le monnayage d'accès aux poids lourds avant 22 h. Le maire de la ville de Matadi invite tous les conducteurs de ces camions qui ont payé avant d'accéder à la ville, à saisir la justice conformément à l'arrêté urbain interdisant l'entrée dans la ville des véhicules à gros tonnage avant 22 h signé depuis le 16 février dernier. Selon des sources locales, depuis le 22 février, date d'application de cet arrêté interdisant l'accès avant 22 h des véhicules à gros tonnage dans la ville de Matadi, la rumeur faisant état du monnayage pour l'accès de ces véhicules dans la ville. Pour certains, le service de la mairie commis à l'entrée de la ville pour faire exécuter cette mesure, conditionne le passage de ces engins à 25.000 francs congolais (12 USD). Cette allégation est rejetée par le maire de la ville de Matadi. Il souligne que la somme payée ne concerne pas l'accès des véhicules dans la ville : « Ici à Mpozo, on ne paye rien. Mais lorsque vous déchargez sur l'emprise, là vous payez les 25 000 francs congolais. Ça s'appelle, occupation temporaire d'emprise. Ça, vous devez vous référer à la nomenclature de la ville. À Mpozo, l'entrée est à 21 h. » L'arrêté interdisant l'entrée dans la ville des véhicules à gros tonnage avant 22 h a été pris pour remédier aux problèmes des embouteillages, afin d'assurer la fluidité de la circulation dans la ville de Matadi.

Mercredi 21 avril.

Les députés de Beni et Butembo en une mission de pacification de la région. Selon président du Caucus des députés du Grand Nord de la province du Nord-Kivu qui conduit cette délégation, l'objectif est de participer à la pacification de la région. En effet, depuis une dizaine des jours, des groupes de pression et mouvements citoyens organisent des manifestations et des journées ville morte à Beni et Butembo pour exiger le retour de la paix et le départ des organisations humanitaires ainsi que de la Monusco. Selon le député Paul Muhindo, la délégation aura des échanges avec différentes couches de la population locale. Après Beni, cette délégation va se rendre à Butembo pour la même mission.

Meurtre des experts de l'ONU : Sonia Rolley en désaccord avec le procureur sur la compréhension de la vidéo de l'exécution. Le ministère public soutient que les éléments contenus dans cette vidéo ainsi que d'autres éléments qui ont été révélés au cours de l'instruction l'amènent à penser que ce sont des miliciens Kamuina Nsapu qui sont responsables de ce meurtre. Un point de vue que ne partage pas la journaliste française Sonia Rolley, appelée à témoigner devant la cour comme renseignante dans ce dossier. La vidéo d'un peu plus de six minutes a été projetée dans la salle d'audience. On y voit Zaida Catalan et Michael Sharp conduits par des hommes dans une broussaille, où ils seront tués quelques minutes après. Le ministère public fait savoir qu'il ne faut pas regarder cette vidéo comme un film, mais plutôt comme «une pièce à conviction». Et cette pièce à conviction, le général Muwau dit qu'elle doit être comprise en mettant ensemble ce que l'on entend dans la vidéo et tous les éléments révélés jusqu'à présent par ce procès. La journaliste Sonia Rolley de RFI ne fait pas la même lecture de la vidéo que le procureur. Pour elle, l'analyse de cette vidéo révèle qu'il y a deux groupes de personnes sur le lieu de l'exécution, dont l'un est constitué des personnes qui ne sont pas natives du Kasai. La journaliste fait notamment remarquer qu'il y a des mots ou des expressions mal prononcées dans la vidéo en tshiluba ; alors que c'est la langue de la milice. Une autre «anomalie» révélée par Sonia Rolley : les ordres donnés en lingala et en français par une voix que l'on entend dans la vidéo. Pour la journaliste, ces deux langues ne sont pas celles des miliciens qui s'expriment avant tout en tshiluba. La journaliste dit avoir le sentiment que la personne qui donne ces ordres en lingala et en français «est au téléphone» et «qu'il n'est pas présent» sur la scène du crime. Selon elle, cette vidéo a été réalisée pour accréditer la thèse selon laquelle ce sont les miliciens Kamuina Nsapu qui ont exécuté les deux experts de l'ONU.

L'ex-ministre de l'EPST, Willy Bakonga, arrêté à Brazzaville. "Willy Bakonga, ancien ministre de l'Enseignement de la RDC, a été débarqué mardi soir d'un vol d'Air France en partance pour Paris, à la demande de Kinshasa qui sollicite son extradition". Il était recherché par le parquet depuis le 16 avril dans le cadre d'une affaire de détournement des fonds.

Insécurité en Ituri : Thomas Lubanga propose le déploiement d'une force Artémis. La situation sécuritaire dans la province de l'Ituri préoccupe l'ancien chef de rebelle de l'Union des patriotes congolais (UPC), Thomas Lubanga. Selon lui, le gouvernement congolais a perdu ses attributs régaliens et dit ne pas comprendre comment, «depuis 2017, le gouvernement n'arrive pas à protéger les civils qui sont à la merci des groupes armés locaux, qui les massacrent.» Ces trois dernières années, des milices locales, dont la Coopérative de développement du Congo (Codeco), se sont rendues coupables de plusieurs violations des droits de l'homme dont les massacres des civils en Ituri.

Deuxième journée ville morte à Bunia, organisé par la société civile pour manifester contre l'insécurité en Ituri. Certaines boutiques ont ouvert et d'autres non. Quelques écoles ont ouvert, mais les enfants ont été renvoyés à la maison. La matinée était aussi marquée par la marche de certains partis de l'Union sacrée de la nation, qui ont manifesté pour soutenir la motion de défiance contre le gouverneur de province. Ce dernier avait été destitué par l'assemblée provinciale mardi 13 avril à Bunia. Cette marche a été dispersée par la police et plusieurs personnes interpellées.

Butembo : 69 nouveaux cas de Coronavirus enregistrés en trois jours. Onze de ces cas sont enregistrés dans la Division provinciale de la santé (DPS), antenne de Butembo. Ce qui ramène le cumul à six-cent cinquante-six personnes touchées par le Coronavirus dans son ressort, depuis le début de l'épidémie, d'après chef intérimaire de la DPS/Butembo. Le non-respect des gestes barrières par les habitants reste le facteur favorisant la multiplication des cas.

Kasai : le gouverneur Dieudonné Pieme destitué. Vingt-deux des vingt-huit députés présents dans la salle de plénière de cette assemblée ont voté pour la motion de censure, décidant ainsi du départ du gouverneur. Ni le gouverneur ni aucun membre de son gouvernement n'était présent dans la salle. Dieudonné Pieme était notamment accusé de détournement de l'argent destiné à la lutte contre le Coronavirus et de malversations financières par les initiateurs de la motion.

Insécurité en Ituri : 150 véhicules transportant du carburant bloqués à Mahagi, à la frontière avec l'Ouganda depuis samedi 17 avril. Selon la société civile de l'Ituri, les chauffeurs refusent de s'engager sur cette route, qui, selon eux, n'est pas sécurisée. Ils se disent exposés aux attaques du groupe armé Codeco, qui a déjà tué certains de leurs collègues et pillé plusieurs véhicules. Ces conducteurs posent des préalables au gouvernement, notamment le

démantèlement des positions des miliciens sur ce tronçon et la réhabilitation de cette route, qui s'est dégradée pendant cette période de pluies.

Nord-Kivu : une association des démobilisés réclame la restitution de son projet agropastorale détruit par les animaux du parc des Virunga. D'après l'un des responsables de l'association des démobilisés dénommé "Groupe Umoja" basé à Tongo, l'ICCN s'était engagé, en présence de plusieurs autorités, de mettre en place un certain nombre des mesures ; notamment la délimitation du parc, l'installation d'une clôture électrique pour empêcher les animaux de ravager les champs riverain. En plus, l'ICCN devrait mettre sur pied un projet d'agriculture en faveur de ces jeunes ; ce qui n'est pas fait jusqu'aujourd'hui. Cette affaire remonte à 2018, quand les animaux du parc des Virunga avaient ravagé les champs et détruit les bétails du projet des jeunes, ex-combattants de Tongo. Ils sont plus de 300 jeunes démobilisés de Kitona et Kamina qui avaient mis en place ce projet pour leur auto-prise en charge.

Félix Tshisekedi promet une réaction musclée aux terroristes qui sévissent dans l'Est. « Comme vous le savez, le Kenya a accepté volontairement de faire partie de la FIB, la brigade d'intervention rapide, celle qui est constituée par les Nations unies pour soutenir les Fardc dans l'Est de notre pays. Et dans les semaines qui viennent les troupes kenyanes vont donc arriver en RDC pour appuyer nos forces armées afin d'attaquer de manière la plus efficace qui soit ce problème de terrorisme et de violence à l'Est de notre pays. Et donc, je profite de l'occasion pour tordre le cou à toutes ces critiques qui consistent à faire croire fausement que nous n'allons pas ou nous ne réagissons pas à la situation de l'Est. Je demande à tous de bien se tenir parce que notre riposte sera impitoyable jusqu'à l'éradication totale de cette violence à l'Est », a promis M. Tshisekedi. Le président kenyan a annoncé notamment l'ouverture prochaine à Goma d'un consulat général.

Sud-Kivu : 60 policiers de Baraka et Fizi formés par l'UNPOL. L'activité réalisée à Baraka visait à former une police professionnelle, loyale, honnête et intègre. D'après la cheffe sous-secteur de UNPOL à Uvira, cette session de formation a porté sur plusieurs modules parmi lesquels les gestes et techniques professionnels d'interpellation, le respect des droits de l'homme en matière de gestion des foules, les renseignements généraux, la police de proximité et autres. Deux autres équipes de formation UNPOL/Monusco ont été déployées conjointement aux camps de Mulongwe et de Lusenda pour une formation analogue au profit des policiers congolais commis à la sécurité des réfugiés burundais.

Assemblée provinciale du Tanganyika : les députés de l'USN en plénière sans ceux du FCC. Les députés provinciaux de l'Union sacrée pour la Nation (USN) se sont réunis dans une plénière pour le vote du président et vice-président du bureau. Les membres du FCC sont restés dehors entourant le bâtiment abritant l'assemblée provinciale. Les députés du FCC considèrent cette élection de nul et nul effet. Pour eux, la démarche consiste d'abord à monter un bureau d'âge devant écouter dans une plénière le président et le vice-président, tous deux, visés par des pétitions.

Kwilu : des mouvements citoyens demande au gouvernement Sama d'asphalter la RN 17 Mongata-Bandundu. Selon ces mouvements, cette route d'importance capitale sur le plan économique est actuellement très dégradée et empêche les trafics commerciaux et constitue un frein au développement de la ville de Bandundu.

Lubero : les Mai-Mai de l'UPLC se substituent à l'Etat, dénonce la société civile. Selon la société civile ces Mai-Mai sont accusés de plusieurs violations de droits de l'homme, notamment viol, imposition des taxes illégales et autres travaux forcés auxquels ils soumettent les habitants. Le leader de ce groupe se substitue à l'Etat en gérant tous les problèmes des civils. La société civile déplore l'indifférence de l'Etat et l'invite à prendre ses responsabilités.

Kindu : l'Unicef va bientôt construire des salles de classe dans 10 écoles. Une équipe de l'Unicef séjourne à Kindu, dans la province du Maniema, depuis mercredi 21 avril, dans l'objectif de construire des salles de classe dans 10 écoles de la province. Le chef de la délégation, Emmanuel Tshibangu, a déclaré que ce geste de l'Unicef vient accompagner le gouvernement congolais dans son programme sur la gratuité de l'enseignement.

La Monusco annonce le renforcement de la Force de Brigade d'intervention dans l'Est de la RDC. « Pour le seul premier trimestre 2021, ce sont quelques 47 tonnes de vivres qui ont été fournies aux troupes, 30 000 litres de carburant, plusieurs évacuations sanitaires au profit de vos soldats qui sont blessés. Ce soutien est également opérationnel par l'appui journalier de nos drones qui a permis de conduire vos valeureux soldats à la reconquête des terrains tenus par les ADF », a détaillé le commandant intérimaire de la Force onusienne. La Force de la Monusco s'engage aussi à combler le déficit communicationnel en organisant des points de presse dans les secteurs opérationnels et auprès des populations.

Jeudi 22 avril.

Dix-neuf morts dans les affrontements entre l'armée et la milice FPIC à Nyara. Cette attaque a eu lieu mardi vers 4h locales. Des tirs nourris d'armes ont retenti dans cette zone située à environ 10 km de Bunia. Plusieurs sources

sécuritaires attestent que ces miliciens de la Force patriotique et intégrationniste du Congo collaborent avec un groupe de miliciens de la Codeco. Dans le village Nyara, ils ont décapité deux personnes, indique la société civile locale. Elle déplore l'incendie de plusieurs habitations de civils. Pendant que des opérations se déroulaient, certains jeunes du milieu évacuaient les blessés vers le centre-ville. Le médecin directeur de l'hôpital général de référence de Bunia signale que dix corps ont été déposés à la morgue. Parmi les victimes figurent des femmes et des enfants. De l'autre côté, l'armée qui a ouvert le feu sur ces miliciens, affirme avoir neutralisé sept parmi eux. Pour le moment, ces miliciens sont en débandade.

Nouveau sit in des élèves devant la mairie de Beni. Les manifestants brandissent des calicots sur lesquels il est écrit notamment : « Non à la guerre, oui à l'éducation », « La paix ou rien. C'est assez ! M. le Président, venez répondre à notre inquiétude. » Lors de leur précédent sit in lundi dernier, Ils avaient, à travers un memorandum remis au maire, invité le Chef de l'Etat à venir à Beni dans les 72 heures. Dans le même document, ils dénonçaient également la suspension des cours depuis deux semaines, à cause des manifestations populaires.

CENI : les confessions religieuses appellent les députés à examiner « avec sérieux » la proposition de loi Lutundula, relative à l'organisation de la Commission électorale nationale indépendante, actuellement sous examen à l'Assemblée nationale. Dans cette déclaration notamment, les élus nationaux sont appelés à faire diligence afin de permettre aux composantes de finaliser le processus de désignation des membres du Bureau de la Ceni : « La finalité des réformes attendues d'urgence dans ce domaine est de renforcer les mécanismes légaux susceptibles de garantir l'indépendance, la neutralité et l'impartialité de la Ceni de façon à rassurer tous les compétiteurs électoraux de la crédibilité des élections de 2023. » La plate-forme des confessions religieuses propose notamment l'option de la liberté des composantes à choisir leurs représentants à la Ceni.

Kinshasa : Wamkele Mene révèle les défis à la mise en œuvre de la ZLECAF. « Le plus grand défi, ce sont surtout les procédures douanières. Les pays ont des frontières qui sont effectivement enfermées. Et le défi est que quel que soit le coin le plus éloigné du pays, que l'officier douanier soit à même de mettre en œuvre des lois douanières relatives à la ZLECAF », a déclaré M. Wamkele, le Secrétaire général de la Zone de libre-échange continentale africaine. Le deuxième défi est aussi lié aux douanes. « Nous devons effectivement essayer de booster les capacités de nos douanes pour nous assurer que nous prévenons le chargement des pays tiers qui ne font pas partis de la ZLECAF. Nous devons nous assurer que nous empêchons des facturations frauduleuses. Et nous devons aussi nous assurer que la ZLECAF ne nous conduit pas à la perte des emplois par rapport aux biens qui vont nous parvenir des pays tiers », a-t-il poursuivi.

Sud-Kivu : un mort et des vaches emportées lors d'une attaque du village Malera. Le village Malera, dans les moyens plateaux de Bibokoboko, dans le territoire de Fizi, a été attaquée, mardi 21 avril vers 5 h du matin par une coalition Maï-Maï Mayele et René, indiquent des sources locales. Une femme a été tuée, sept vaches emportées et plusieurs maisons, incendiées lors de cette incursion. Non loin de Malera, le village de Kafulo, s'est vidé de ses habitants depuis le 21 avril.

Kinshasa a officiellement demandé à Brazzaville l'extradition de Willy Bakonga, l'ex-ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique. Selon des sources judiciaires, Willy Bakonga sera incessamment extradé pour être entendu sur des faits à lui imputés, notamment le détournement présumé des deniers publics. **Sénat : Willy Bakonga demande sa réintégration, son suppléant s'y oppose.** Élu à la fois député provincial, national et sénateur, l'ex-ministre Willy Bakonga a laissé ses mandats parlementaires à ses suppléants proches de famille. Au Sénat, son frère Reagan Bakonga qui y siège a, par une motion incidentielle, demandé au bureau de rejeter la demande de l'ancien ministre de l'EPST, la qualifiant de fausse. **Goma : le syndicat FOSYNAT satisfait de l'arrestation de Willy Bakonga.** La Force syndicale nationale/Nord-Kivu a salué la nouvelle de l'arrestation de l'ancien ministre de l'EPST. « Il (le ministre) a tué l'éducation dans ce pays. Tous ces gens qui ont détourné l'argent du pays, tous ces Proved, tous ces IPP, ces sous-proved, tous ces Chefs d'antennes, qu'ils s'attendent aussi à ces genres des choses car l'heure a sonné. L'Etat de droit ne va épargner personne ». Il s'agit aussi de récupérer les fonds détournés afin de remettre les enseignantes nouvelles unités dans leurs droits.

Joe Biden réunit 40 dirigeants mondiaux au Sommet sur le climat, dont le Congolais Félix Tshisekedi. Le sommet virtuel des dirigeants sera diffusé en direct et accessible au public, annonce la Maison Blanche. « Le sommet des dirigeants sur le climat soulignera l'urgence et les avantages économiques d'une action renforcée en faveur du climat. Il s'agira d'une étape clé sur la voie de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP26) qui se tiendra en novembre à Glasgow ». Ces dernières années, les scientifiques ont souligné la nécessité de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 degré Celsius afin d'éviter les pires conséquences du changement climatique. Le sommet mettra également en évidence des exemples de la manière dont une ambition climatique renforcée créera des emplois bien rémunérés, fera progresser les technologies innovantes et aidera les pays vulnérables à s'adapter aux impacts climatiques.

Nord-Kivu : coups de feu autour d'une base de la Monusco à Lubero. Ces assaillants venus de la brousse ont d'abord attaqué le poste des forces spéciales des Fardc. L'objectif pour ces combattants était de neutraliser les Fardc avant d'attaquer la base de la Mission onusienne, selon des sources locales. Après un échange des tirs nourris entre les deux forces, ces assaillants ont pris la fuite vers une destination inconnue. Un soldat des Fardc a été tué dans les affrontements.

Christophe Mboso : « Aucun député n'a conditionné l'investiture du gouvernement de l'Union sacrée de la nation ». Selon le président de l'Assemblée nationale, Christophe Mboso Nkodia, avec l'avènement de l'Union sacrée de la nation, le récent débat consécutif à la publication du gouvernement a prouvé à la face du monde que le débat interne est encore possible. Il a par ailleurs dénoncé une campagne de diabolisation de ces députés révolutionnaires, qui, selon lui, ont engagé un débat à l'interne au sein de l'Union sacrée : « Les honorables députés qui ont animé ce débat se sont adressés à l'autorité compétente, le président de la République, l'Initiateur de l'Union sacrée de la nation. Vu sous cet angle, la diabolisation d'une frange d'élus nationaux dans l'opinion n'a ni raison d'être (...) Notre peuple doit être rassuré qu'aucun de ses élus n'a conditionné l'investiture du gouvernement de l'Union sacrée de la nation. »

RDC-Kenya : signature d'un mémorandum d'entente entre les compagnies Congo Airways et Kenya Airways. Cette entente entre les deux transporteurs devra, d'une part, favoriser l'échange de connaissances, d'experts et d'innovation, et d'autre part, soutenir la viabilité de ces deux compagnies grâce à une collaboration financière à la suite de la pandémie de COVID-19. Selon le chef de l'Etat kenyan, les deux pays devraient travailler pour assouplir les formalités d'immigration pour faciliter les échanges commerciaux et les mouvements des personnes.

Sud-Kivu : 2 morts lors d'une attaque armée dans un comptoir d'achat d'or à Mwenga. D'après l'un des notables du territoire de Mwenga, des hommes armés ont fait incursion et se sont mis à tirer à bout portant sur le militaire commis à la garde de cette maison de commercialisation des minerais et un client qui est venu vendre son or, a été atteint par une balle. Les assaillants ont emporté une importante somme d'argent et une grande quantité d'or.

Ituri : les miliciens de la FPIC attaquent le camp militaire de Marabo. En moins d'une heure, les Fardc ont réussi à repousser ces miliciens loin de leur base vers l'Eglise Catholique de Marabo. Ces assaillants se sont retirés vers Nyakunde, un centre médical qu'ils occupent depuis cinq jours. A 9h, grâce au renfort des commandos venus de Bunia, les Fardc ont lancé une offensive contre ces éléments de la FPIC. **Les Fardc neutralisent 11 miliciens FPIC et récupèrent Marabo.** Selon l'armée qui livre ce bilan, c'est grâce à l'appui de la Monusco que les forces loyalistes ont repoussé ces assaillants qui se sont retirés vers Nyakunde, un centre médical qu'ils occupent depuis cinq jours. Des opérations pour tenter de récupérer le centre de Nyakunde sont en cours. Des véhicules qui ont quitté Bunia ce matin sont toujours stationnés vers Dele et Tchai, à la sortie de Bunia à la suite de ces combats. Toutefois, le trafic qui était suspendu sur la route nationale numéro 27 sur l'axe Bunia-Komanda a repris timidement.

Maniema : le directeur général de la DGRMA démissionne. Le directeur général de la Direction générale des recettes du Maniema (DGRMA) affirme que les conditions de travail dans lesquelles il est soumis ne lui permettent pas d'atteindre les objectifs qu'il s'est assigné à la tête de cette régie financière. Il a enfin déclaré avoir démissionné en âme et conscience.

Mbuji-Mayi : l'UDPS accuse le CSAC d'inefficacité face aux dérapages de certains médias. Pour le président fédéral de l'UDPS, le CSAC entretient le climat malsain dans la province. Le vice-gouverneur a, à cet effet, réuni le même mardi les directeurs de toutes les chaînes de radios, en présence des autorités de la PNC, FARDC et ANR pour dénoncer certaines pratiques qui font l'apologie de la haine.

Nord-Kivu : 2 000 combattants démobilisés et désarmés ont réintégré leurs anciens groupes armés. Selon le coordonnateur du Programme de désarmement, démobilisation et réinsertion communautaire (DDRC) au Nord-Kivu, Jacques Katembo Lukohu : « Nous avons déjà démobilisé, désarmé plus de 3 000 combattants qui étaient cantonnés à Rumangabo, à Mubambiro et à Kalunguta et dans d'autres centres tel que Lubero. Plus de 2 000 sont déjà retournés dans leurs bastions et ce sont eux qui sont en train de semer la terreur dans le territoire. Ce qui se remarque surtout dans le territoire de Masisi où il y a beaucoup des groupes armés, beaucoup de combattants qui étaient déjà désarmés et qui sont actifs dans leurs groupes armés dans le Masisi, dans le Walikale et dans le territoire de Lubero ». Ces combattants s'étaient rendus, les uns volontairement et les autres sous pression des Fardc avant de regagner la brousse faute de prise en charge.

Journée mondiale de la terre : 24 ONG plaident pour inverser la tendance de la diminution des espèces animales. Considérant le rapport des Nations Unies pour la protection de l'environnement selon la résolution 74/225 adoptée le 19 décembre 2019, annoncent-elles, la RDC possède le potentiel énergétique pour alimenter le trois quart de l'Afrique. L'exploitation rationnelle et responsable de ce potentiel constituerait une source financière considérable pour booster l'économie du pays, ajoutent-elles. Pour ce, ces organisations demandent au gouvernement congolais de capitaliser les énergies renouvelables et de travailler ainsi avec les conservateurs des aires protégées pour le respect strict des lois sur

les principes fondamentaux de la protection et conservation de la nature tout en tenant compte également de la convention de l'Unesco dans ce domaine.

Sénat : examen de la proposition de loi portant répression des infractions en matière de stupéfiants et substances.

En RDC, la loi en vigueur se limite à réprimer uniquement et principalement la consommation du chanvre pendant que partout au monde les sanctions visent toutes les autres formes de drogues qui causent plus de conséquences néfastes à la société. La proposition de loi du sénateur Lilongo recommande de renforcer la répression des abus en matière de drogues en RDC. L'assiette des personnes à sanctionner s'élargit de la production à la fabrication, la consommation, la détention, le transport, l'importation et exportation.

Vendredi 23 avril.

Filippo Grandi note une amélioration de la situation humanitaire au Kasai. « C'était la grande urgence quand je suis venu ici avant. On est en train de discuter comment, on peut stabiliser mieux ceux qui rentrent chez eux au Kasai. Il y en a quand même beaucoup qui sont rentrés. Il y a même des réfugiés qui étaient partis en Angola qui sont rentrés au Kasai. On les aide à se stabiliser, parce que cette stabilisation est importante pour la stabilisation des provinces », explique le HCR en mission de travail du 20 au 24 avril en RDC. « Avec le président, notamment, on va aborder aussi de la question des déplacés internes. Plus que 5 millions, ça c'est un des plus grands de déplacement interne au monde. Bien sûr, déplacement dû à l'action des groupes armés, aux violences qui sont perpétrées contre la société civile et due aussi à des conflits intercommunautaires », précise-t-il. Concernant les réfugiés et demandeurs d'asile congolais de la RDC en Afrique, le HCR a révélé que des milliers d'entre eux, notamment ceux vivant en Afrique du Sud et en Namibie, avaient exprimé leur intention de retourner au pays.

Nord-Kivu : la société civile salue l'annonce de l'arrivée des troupes kenyanes ; Le vice-président de la société civile du Nord-Kivu, Edgard Mateso, réagissait aux propos du Président de la République qui annonçait l'arrivée très bientôt des troupes Kenyanes en RDC « Les promesses sont devenues nombreuses, on voudrait passer à l'œuvre, on voudrait passer à leur concrétisation et c'est ce que nous voulons du Chef de l'Etat avec toutes les autres Institutions de notre pays, et que donc si le Kenya arrive pour la pacification, c'est une bonne chose, mais attention, au moment de leur arrivée, on doit se rassurer que les infiltrés que nous avons toujours décriés dans les FARDC sont déjà retirés et qu'ils sont déjà orientés. On doit rassurer la population pour lui promettre une bonne collaboration avec ces troupes qui doivent arriver. »

Coronavirus : le secteur informel s'implique dans la lutte en signant la charte d'engagement. Selon l'Organisation internationale du travail (OIT) les signataires de cette charte ont pris l'engagement d'identifier des mesures à mettre en œuvre pour que le secteur informel ne subisse plus l'impact négatif lié au Coronavirus. L'OIT précise qu'après la cérémonie de la signature, cette charte sera largement vulgarisée. Le but poursuivi est de sensibiliser employeurs et travailleurs du secteur informel en vue de protéger leurs activités, leurs emplois et sauver leurs vies face à cette pandémie aux conséquences sanitaires et socio-économiques néfastes. **Nord-Kivu : 60 000 doses de vaccins AstraZeneca réceptionnées à Goma,** pour près de 200 000 personnes éligibles. Ce lot de vaccin, destiné à seize zones de santé. « Nous allons vivre avec la COVID-19. Et donc, pour nous protéger, nous avons le vaccin, qui est un des moyens de protection. Donc, il est important de le recevoir, de suivre les instructions qui viennent de l'autorité et ne pas suivre tout ce qui se dit dans les réseaux sociaux (...) Et, nous allons communiquer là-dessus ». La campagne de vaccination contre la COVID-19 au Nord-Kivu est prévue le 1er mai.

Les FARDC organisent une patrouille motorisée et aérienne à Goma. L'armée a mis en place une unité d'intervention pour la sécurisation de la ville de Goma et pour parer à toute éventualité. Cette patrouille vise à rassurer la population de Goma et ses environs que des mesures sont prises pour sécuriser toute la ville et ses habitants. Le commandant de la 34^{er} région militaire, a par ailleurs invité la population locale à ne pas avoir peur. Cette forte présence des militaires et armements à attirer l'attention des habitants, dont la plupart ont exprimé leur satisfaction au passage du convoi.

Lubumbashi : plus de 70 miliciens Bakata Katanga aux arrêts. Le premier groupe est composé d'une quarantaine des gens, qui ont été arrêtés dans la nuit du 17 au 18 avril dans une église, dans la commune de Rwashi à Lubumbashi. Le second groupe est constitué de trente-cinq personnes, appréhendées au quartier Kamasaka dans la commune Annexe. «Tous ces gens ont été trouvés nus afin d'acquérir leur invulnérabilité des Mai-Mai dans le but d'attaquer la ville de Lubumbashi dans la nuit de 22 au 23 avril ».

Tshopo : le gouverneur déchu est toujours aux commandes de la province. Le gouvernement provincial reste en place et continue à travailler normalement et sans désemparer, en attendant la décision de la Cour constitutionnelle qui a été saisie pour départager le gouvernement provincial et l'assemblée provinciale de la Tshopo. Le gouverneur de province avait saisi la Cour constitutionnelle pour inconstitutionnalité et illégalité de cette motion.

Climat : Félix Tshisekedi réitère l'engagement de la RDC à mettre en œuvre l'Accord de Paris. Pour la RDC, la mise en œuvre de l'Accord de Paris se traduit, entre autres, « par une contribution déterminée à l'échelle nationale qui prévoit une réduction de 17% des émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2030. Cette contribution se chiffre à environ 21 milliards de dollars et prend en compte aussi bien des actions d'atténuation que d'adaptation », a affirmé M. Tshisekedi. Eu égard à l'important potentiel forestier dont elle dispose, selon lui, la RDC s'attèle « à mener des actions qui permettent, non seulement, la protection de nos forêts mais aussi leur gestion efficiente, tout en nourrissant l'ambition de restaurer notre couvert forestier à 63,5% à l'horizon 2030. Parmi ces actions figure, notamment, l'ambitieux programme intergénérationnel de reforestation qui prévoit de planter 1 milliard d'arbre d'ici 2023, sur toute l'étendue de notre territoire national. » **Le bassin du Congo.** Le bassin du Congo abrite également le plus grand complexe de tourbières tropicales de la planète, contenant 30 milliards de tonnes métriques de carbone, soit trois années d'émissions mondiales. « Cependant, en toute franchise, ces forêts sont en danger. L'exploitation illégale du bois et d'autres matières premières, ainsi que la consommation incontrôlée d'énergie, menacent le « deuxième poumon » du monde. Nous pouvons améliorer la vie des personnes vivant dans ces zones en combattant les activités de corruption et en mettant en œuvre une production d'énergie durable et de meilleures pratiques agricoles », a reconnu le président congolais. 100 dollars la tonne. Félix Tshisekedi fait remarquer que les mécanismes financiers existants ne permettent pas l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris, ni par leurs dispositifs, ni par leur coût de mise en œuvre : « Le prix actuel du carbone forestier fixé à 5 dollars la tonne n'est ni équitable, ni réaliste. En outre, l'atteinte de la neutralité carbone ne pourra se matérialiser sans la prise en compte de la conservation et de la régénération des forêts. A cet effet, un prix juste du carbone forestier qui intègre les opportunités abandonnées devrait s'élever à au moins 100 USD la tonne. » Le président américain, a invité quarante dirigeants mondiaux, dont le Congolais Félix Tshisekedi, au sommet des dirigeants sur le climat qu'il organise.

Beni : suspension des journées « villes mortes » après 2 semaines de paralysie. Selon des sources locales, cette relance timide des activités socio-économiques fait suite à la suspension temporaire des journées « villes mortes » par le groupe de pression « Véranda Mutsanga ». Elle s'observe par la reprise du trafic à travers les conducteurs de motos taxi et véhicules sur les grandes artères de la ville. Les barricades érigées par des manifestants ne sont plus visibles. Les magasins d'alimentation, les banques ainsi que les stations-services ont repris leurs activités commerciales. Les écoles restent toujours fermées. **Les femmes de Beni dans la rue pour réclamer la paix.** Ces femmes, toutes tendances confondues, ont souligné : « Nous avons voulu montrer à la communauté internationale et précisément à notre gouvernement que la femme de Beni est fatiguée par rapport à la situation qu'elle traverse : elle ne part plus au champ, elle ne fait plus rien comme activité économique. Nous n'avons pas beaucoup à demander, sans paix, rien ne peut se faire dans ce pays ». A peine clôturée, la manifestation sera perturbée par un groupe de jeunes qui tentera de forcer ces femmes à descendre jusqu'à la base de la Monusco, alors que celles-ci voulaient rentrer chez elles. Quelques coups de feu de sommation étaient tirés pour disperser ces jeunes qui ont commencé par jeter des cailloux sur les forces de l'ordre qui encadraient la manifestation.

Bukavu : le mouvement Panafricain dénonce la perception des frais "illégaux", et prime aux enseignants dans les écoles conventionnées catholiques et protestantes. Ceci constitue un boycott à la gratuité de l'enseignement. Les élèves non en ordre avec la prime sont discriminés : refus de corriger leur copie d'interrogation et renvoyés pendant les heures des cours. Le responsable de la direction provinciale de l'EPST, Jean-Pierre Yoy Bokete condamne ces « antivaleurs » et promet une inspection sur terrain pour sanctionner les auteurs de ces bavures.

Butembo : des inconnus attaquent un poste de la police, un policier tué. Un policier a été tué par des inconnus dans la nuit du jeudi à vendredi 23 avril, au quartier Katwa à Butembo. Il s'agit du policier commis à la garde de l'usine de l'asphaltage de la ville. Le maire qui condamne cet crime, réitère son appel à la vigilance vis-à-vis de la population.

Nord-Kivu : l'ICCN alerte sur la résurgence de la maladie du charbon dans le parc des Virunga. Dans un communiqué daté le 21 avril, l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) précise qu'à ce jour, au moins dix hippopotames et un buffle ont déjà succombé des suites de cette maladie, actuellement circonscrite à la rivière Ishasha, en territoire de Rutshuru. La maladie du charbon est récurrente chez les animaux, notamment dans la zone de Lulimbi et dans le parc du Queen Elizabeth en Ouganda. Cette résurgence de l'épidémie exige de la vigilance de tous, pour arrêter sa propagation chez les animaux et prévenir sa transmission à l'être humain.

Assemblée provinciale du Mai-Ndombe : « le rejet de la pétition prouve que je travaille dans la légalité et la transparence » (président). La pétition a été rejetée par la plus grande partie des députés provinciaux présents dans la salle des plénières. Le président de l'assemblée provinciale rassure qu'après ce jeu démocratique, tout sera en marche. Il a, par ailleurs, appelé les députés provinciaux à travailler plus pour l'intérêt de la population.

Le chef du HCR appelle la communauté internationale à intensifier le soutien et la solidarité envers la RDC, où se trouve l'une des plus importantes populations de déplacés internes en Afrique. La RDC est par ailleurs l'hôte

généreux de plus d'un demi-million de réfugiés qui ont fui d'autres pays de la région en proie au conflit indique le HCR. Filippo Grandi a félicité les communautés locales à proximité des nouveaux sites, qui ont offert des terres aux réfugiés nouvellement arrivés et accueilli les enfants dans leurs écoles. « Les réfugiés peuvent semer et cultiver au même titre que les membres de la communauté d'accueil, devenir autonomes, et accéder aux services de santé et aux écoles locales. C'est un très bon exemple d'inclusion. » Filippo Grandi a été reçu par le président Felix Tshisekedi. Ils ont discuté et ont convenu que la protection des civils devait être renforcée dans les zones affectées par le conflit en RDC, notamment dans les provinces orientales, et que les initiatives en matière de développement devaient être ciblées de façon plus stratégique, afin d'accroître la durabilité et la viabilité des solutions aux déplacements forcés, en particulier les retours librement consentis. Ces questions ont également été discutées avec le premier ministre et d'autres ministres gouvernementaux.

Samedi 24 avril.

Il y a 5 ans mourait Papa Wemba. En cette nuit du 23 avril 2016, Papa Wemba se produit sur la scène du Festival des musiques urbaines d'Anoumabo. Soudainement, la légende de la musique africaine s'écroule. Le chanteur est victime d'un malaise. Acheminé dans un hôpital d'Abidjan, il décède à son arrivée. Papa Wemba, 66 ans, avait passé la majeure partie de sa vie sur les scènes du monde entier, offrant à ses fans et aux mélomanes ce qu'il avait de meilleur : un talent fou. Et c'est sur une scène qu'il fait ses adieux à la musique.

A Walikale, affrontements entre des milices pour le contrôle des activités minières. Derrière ces combats entre milices, il y a une lutte pour le contrôle des intérêts économiques. Chaque groupe veut contrôler la zone pour imposer des amendes aux habitants et avoir la main mise sur l'exploitation minière artisanale. L'armée est en train de prendre des mesures pour éradiquer les milices qui y sont actives.

Devant la Cour internationale de justice, l'Ouganda juge «exorbitantes» les demandes de réparations de la RDC. «L'Ouganda estime les exigences persistantes de la RDC à la fois infondées et extrêmement excessives», a déclaré le ministre ougandais de la Justice. La RDC «cherche à rendre l'Ouganda responsable de tout ce qu'il s'est passé pendant le conflit, comme le montrent les montants exorbitants qu'elle réclame», a-t-il ajouté, faisant état d'exigences de «près de 13,5 milliards de dollars». Le dossier est maintenant de nouveau devant la Cour, qui doit fixer le montant des réparations, faute d'accord entre la RDC et l'Ouganda.

Militaires et miliciens Twa s'affrontent à Nyunzu dans le Tanganyika. Une source qui a requis l'anonymat relate que les miliciens s'en étaient d'abord pris à des creuseurs artisanaux à qui ils ont arraché des téléphones et leur machine d'extraction d'or. Des militaires qui allaient renforcer une position de l'armée à Mukundi ont croisé le chemin des miliciens Twa. C'est ainsi que les affrontements auraient commencé. Les combats se sont intensifiés ces deux derniers jours faisant trois blessés dans les rangs de l'armée. Les militaires auraient demandé des renforts.

Les sénateurs discutent de la crise politique au Kongo-Central, Haut-Lomami et Sankuru. Dans ces provinces, la collaboration entre l'exécutif et le législatif est quasi inexistante, pointe le document. Les sénateurs ont recommandé à la commission qui a élaboré le rapport de poursuivre le travail déjà entamé à l'élargissant à toutes les 26 provinces.

Equity BCDC annonce des facilités de crédit pour les grandes entreprises. Le président Uhuru Kenyatta a notamment invité les investisseurs privés «à optimiser les opportunités offertes par les cadres de coopération régionale tels que la Zone de libre-échange continentale africaine pour créer des chaînes d'approvisionnement régionales», lit-on dans un communiqué de presse publié par la banque. Dans le même document, est mentionné qu'Equity BCDC «a les capacités de contribuer de manière significative à l'intégration de la RDC dans la région de l'Afrique de l'Est en termes de flux de capitaux et de facilitation du commerce régional». Le président Uhuru Kenyatta a bouclé mercredi 21 avril sa visite.

Coronavirus : les premières doses du vaccin AstraZeneca arrivent dans le Haut-Katanga. Le ministre précise que même si le vaccin est destiné à toute la province du Haut-Katanga, ce sont les villes qui enregistrent le plus de cas de Coronavirus qui seront servies en premier. Il s'agit de Lubumbashi, Likasi et Kasumbalesa. Une campagne de sensibilisation à la radio et à la télé a commencé dès la réception de ce lot de vaccin. Dans un premier temps, ce sont les personnes présentant des maladies à risque et celles âgées d'au moins 55 ans qui seront concernées.

Grands Lacs : la stabilité et le développement sont fortement compromis par les conflits dans l'Est de la RDC, estime Huang Xia. Pour neutraliser ces forces négatives, 13 pays africains ont signé l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la RDC et la région. L'ONU est l'un des quatre garants de cet accord. Elle s'est ainsi dotée d'un Envoyé spécial du Secrétaire général pour la région des Grands Lacs qui a pour mission de responsabiliser les acteurs dans la région afin d'assurer la mise en œuvre «pleine et entière» de l'Accord-cadre. Lors de son dernier exposé devant le Conseil de sécurité, le 12 avril dernier, l'Envoyé spécial Huang Xia a affiché une note d'optimisme,

malgré les défis posés par la COVID 19, les violences perpétrées par des groupes armés et les violences électorales. «Je reste également très préoccupé par la violence et l'insécurité causées par les groupes armés. En outre, certains pays de la région ont malheureusement connu des élections émaillées elles aussi de violence, et conduisant à la perte de vies humaines.»

Beni : 8 morts après une nouvelle attaque des présumés ADF, dans le village Aveyi, à 15 km d'Oicha le chef-lieu du territoire de Beni. Une vingtaine de personnes ont également été prises en otage au cours de cette nouvelle incursion.

Le président zambien en visite à Kinshasa. C'est la première fois que les deux personnalités se rencontrent depuis que Félix Tshisekedi assure la présidence tournante de l'Union Africaine.

L'unique morgue de la ville de Bandundu à l'arrêt depuis une semaine. Hecson Mikwa, du mouvement citoyen «La vigilance citoyenne», dit craindre la décomposition des corps gardés dans la morgue. A l'en croire, c'est depuis le dimanche 18 avril cette morgue est l'arrêt. Des odeurs nauséabondes indisposent les riverains qui s'en plaignent. Le responsable de la morgue, affirme, pour sa part, qu'il s'agit de deux moteurs alimentant l'infrastructure qui sont endommagés. Mais, à l'en croire, la morgue continue de fonctionner.

Ituri : plusieurs personnes meurent dans une tempête sur le lac Albert. Il s'agit en majorité des pêcheurs Certains avaient quitté le camp de pêche de Joo pour se rendre à Nana dans le territoire de Djugu. D'autres à bord d'embarcations revenaient de Lako pour se diriger vers Kakato, un autre camp de pêche situé dans le territoire d'Irumu. Durant près de deux heures la tempête a littéralement balayé les eaux de cette partie du lac Albert. Pour sa part, le président local du Comité des pêcheurs du lac Albert signale que plusieurs embarcations endommagées ont été retrouvées sans passagers à bord. Selon Wele Kano, il est peu probable de retrouver des survivants. L'on ignore encore le nombre précis de personnes qui étaient dans la zone au moment de la tempête.

Dimanche 25 avril.

Le Premier ministre présente le programme de son gouvernement lundi à l'Assemblée nationale. Selon l'article 90 de la constitution congolaise, «lorsque le programme du gouvernement, est approuvé à la majorité absolue des membres qui composent l'Assemblée nationale, celle-ci investit le gouvernement». Samedi 24 avril, le chef de l'Etat a rencontré les députés nationaux membres de l'Union sacrée de la nation à la Cité de l'Union Africaine.

Les femmes parlementaires invitent Félix Tshisekedi à s'investir pour le retour de la paix dans l'Est. La secrétaire générale des femmes parlementaires a « exigé urgemment le rétablissement rapide et durable de la paix dans la partie Est de notre pays ainsi que sur l'ensemble du territoire national». En outre, les femmes parlementaires disent soutenir l'armée congolaise dans sa mission de défendre l'intégrité du territoire national. Au gouvernement, elles demandent de «s'investir davantage dans la traçabilité de la chaîne de production des minerais et la lutte contre la contrebande et la fraude minière afin d'éradiquer le phénomène 'minerais de sang'».

900 personnes déjà vaccinées contre le Coronavirus. Cette vaccination se déroule essentiellement à Kinshasa pour le moment. Les doses de vaccin sont en train d'être acheminées dans les autres provinces dont certains ont déjà reçu leur premier lot. C'est notamment le cas du Haut-Katanga où la vaccination doit débuter le 1er mai. Depuis le début de l'épidémie déclarée le 10 mars 2020 en RDC, le pays a enregistré 29 498 cas. La maladie a fait 756 décès.

L'ICCN met en place une cellule des droits de l'homme dans les parcs. «Lorsqu'il y a un peuple autochtone qui a été touché dans un parc, immédiatement c'est qualifié de violation de droits de l'homme. Et les populations des pays qui financent l'ICCN, demandent à leur Parlement de suspendre les financements parce qu'on ne peut pas financer des pays qui sont en train de violer les droits de l'homme», explique le directeur de l'Institut congolais pour la conservation de la nature. Ce qui a conduit l'ICCN à mettre en place cette cellule dont les agents auront la mission de mener les investigations sur des allégations des violations des droits de l'homme commises dans les parcs et aires protégées de la RDC.

Nord-Kivu : 6 personnes tuées par des hommes armés au cours d'un deuil à Masisi. Quinze hommes armés auraient surgi sur le lieu du deuil avant d'ouvrir le feu. Les assaillants n'auraient rien dit et sont repartis juste après le carnage. Les autorités du territoire disent avoir ouvert une enquête pour identifier les assaillants et tenter de les retrouver.

Beni : nouvelle attaque des présumés ADF, 12 personnes tuées en deux jours. L'attaque de samedi a eu lieu tôt dans matinée dans le village Bangu. Les rebelles ont également incendié plusieurs maisons d'habitation et pillé d'autres. Des responsables de la société civile locale condamnent cette nouvelle attaque et se disent préoccupés par la «passivité» de l'armée qui, selon eux, a été alertée sur un probable mouvement suspect dans cette partie du territoire de Beni. Depuis les attaques de vendredi et samedi, un déplacement important des populations de la zone est observé.

14 000 personnes sont mortes de paludisme en 2020. A l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le paludisme célébrée le 25 avril de chaque année, OCHA note que «tous les cas de paludisme peuvent être évités et tous les décès dus au paludisme sont inacceptables». «Zéro palu – Tirer un trait sur le paludisme» est le thème qui a été retenu cette année pour célébrer la journée de lutte contre le paludisme. «Sur les 87 pays touchés par le paludisme, 46 ont signalé moins de 10 000 cas de la maladie en 2019, contre 26 pays en 2000. À la fin de 2020, 24 pays avaient fait état d'une interruption de la transmission du paludisme pendant au moins trois ans, dont 11 ont été certifiés exempts de paludisme par l'OMS»,

L'Afrique est le continent le plus touché par le paludisme. La maladie a fait 384 000 morts en 2020 sur le continent.

Ituri : deux militaires et un civil tués par des miliciens de FPIC. Des sources locales rapportent que ces miliciens ont attaqué une position de l'armée. Des responsables militaires confirment l'attaque. Par ailleurs, un jeune conducteur de moto a été abattu dans la même zone au courant de la même journée par les miliciens du FPIC.

Félix Tshisekedi aux députés de l'Union sacrée : «Donnez-moi ce gouvernement et vous allez voir le travail que nous allons faire». Il leur a demandé d'investir rapidement le nouveau gouvernement pour qu'il se mette au travail afin de résoudre les problèmes des Congolais dont les violences dans l'Est du pays. Alors que certains députés de la majorité menacent de ne pas voter pour l'investiture du nouveau gouvernement afin de manifester leur mécontentement par rapport à la composition de cette équipe dirigée par Sama Lukonde, le président Tshisekedi a appelé à la «solidarité». Il a également demandé aux députés de faire preuve de discipline : «Je suis convaincu que tous ici vous caressez le rêve d'être réélu en 2023, de revenir au Parlement, au gouvernement. Tout cela passe par une discipline dans notre comportement et par la solidarité.» «Il y aura élections en 2023». Mais Félix Tshisekedi a insisté sur la qualité des élections.

Lundi 26 avril.

Beni : les élèves boycottent la reprise des cours décidée par les autorités. Les cours doivent reprendre ce lundi 26 avril dans la ville de Beni (Nord-Kivu), après plus de deux semaines de suspension liée aux manifestations populaires. C'est ce qu'indique un communiqué que la sous-division de l'EPSP/Beni a rendu public samedi. Ce message de l'autorité scolaire ne semble pas rencontrer l'adhésion des élèves, qui disent vouloir poursuivre leur sit-in à la mairie. Ces derniers conditionnent cette reprise par le retour de la paix dans la zone avec surtout la présence du chef de l'Etat à Beni. **Reprise des activités économiques à Beni, les écoles toujours à l'arrêt.** Boutiques, magasins, banques, officines pharmaceutiques et agences de voyage ont ouvert ce lundi 26 avril. Le trafic routier a également repris. Cette reprise intervient après 21 jours sans activités. Les écoles sont toujours restées à l'arrêt. **Refus des élèves de reprendre les cours à Beni : le SYECO invite leurs parents à la responsabilité.** Christophe Kambale Kinyambwe appelle les élèves à reprendre le chemin de l'école. Au niveau du syndicat, poursuit-il, «on n'a pas des problèmes puisque nous sommes là. Je ne pense pas que l'on puisse réaménager le calendrier pour la ville de Beni. Et donc que les enfants soient conséquents. Il est vrai qu'ils réclament une chose noble, mais ils doivent lire le signe de temps ». Il appelle les parents des élèves à envoyer leurs enfants à l'école pour sauver cette année scolaire qui connaît déjà du retard. Ces élèves affirment poursuivre leur sit-in à la mairie de Beni. Ils conditionnent cette reprise des cours par le retour de la paix dans la zone avec surtout la présence du chef de l'Etat à Beni. Depuis jeudi dernier, ces élèves sont en sit-in dans la cour de la mairie.

Les commerçants de Butembo annoncent la reprise de leurs activités. Les membres de la Fédération des entreprises du Congo (FEC) Butembo-Lubero l'ont confirmé au maire de Butembo samedi dernier : « Le lundi, nous allons tous reprendre les activités. » Cependant, ces opérateurs économiques demandent à l'autorité urbaine de veiller à la sécurité de la ville et sollicitent sa médiation auprès des services fiscaux qui risquent de leur imposer des pénalités. Les grands commerces de Butembo sont restés fermés durant trois semaines à la suite des manifestations populaires organisées pour réclamer le retour de la paix dans la région ainsi que le départ des organisations humanitaires et la Monusco. **Le parlement d'enfants de Butembo promet d'imiter les élèves de Beni.** Dans une déclaration rendue publique samedi 24 avril à Butembo, il promet de se rallier aux élèves de Beni qui passent jour et nuit depuis jeudi devant la mairie de cette ville pour réclamer la paix et la présence du chef de l'Etat dans la région. Le parlement d'enfants de Butembo demande au président de la République de se rendre à Beni, « dans un très bref délai ; dans le cas contraire, nous allons rejoindre nos chers collègues se trouvant à Beni jusqu'à son arrivée». **Butembo : reprise effective des activités économiques.** Après trois semaines de fermeture, les boutiques et grands magasins de la ville ont ouvert leurs portes. La ville a pris son visage habituel. Une circulation dense est constatée dans presque toutes les avenues du centre commercial. Les activités scolaires ont repris normalement ce lundi.

"Ensemble pour la République" réaffirme son soutien au gouvernement Sama. Ensemble pour la République veut assurer son implantation effective à travers le pays, a indiqué le secrétaire général du parti, en lisant une décision de Moïse Katumbi, qui nomme un coordonnateur secondé par trois adjoints pour toutes les 26 provinces de la RDC. Cette

mise en place intervient quelques jours seulement après la publication des membres du gouvernement de l'Union sacrée de la nation, une vision du président de la République à laquelle ont adhéré Moïse Katumbi et son allié Jean-Pierre Bemba. Selon Dieudonné Bolengentenge, la nomination et l'installation prochaine des coordonnateurs provinciaux devra accélérer l'implantation du parti, l'accueil des adhérents, leur formation et leur intégration au projet politique de ce parti.

Bas-Uele : risque d'un report de la vaccination contre la fièvre jaune. Les autorités sanitaires évoquent le retard enregistré dans l'acheminement à Buta, dans la province du Bas-Uele, des intrants et autres outils nécessaires pour la réalisation de cette campagne dans les huit zones de santé ciblées sur les onze que compte cette juridiction. Le médecin chef d'antenne du Programme élargi de vaccination (PEV)/Bas-Uelé explique ce retard par la dégradation très avancée de l'axe routier Kisangani-Buta. Un autre défi auquel fait face l'antenne PEV, concerne la difficulté d'approvisionnement des zones de santé en carburant afin de permettre le recyclage des accumulateurs avant l'arrivée des vaccins :

Butembo : 3 morts dans un accident de circulation. Le véhicule accidenté est un minibus qui a d'abord tamponné une femme à la hauteur de l'hôpital Matanda, avant de finir sa course sur d'autres personnes vers Vutetse. De là, deux autres victimes sont mortes. L'excès de vitesse serait à la base de cet accident mortel.

Multiples taxes sur les routes : le ministre de l'Intérieur du Maniema interpellé à l'assemblée provinciale. Des taxes prélevées sans qu'aucune preuve de paiement ne soit délivrée, fait savoir le député. Cette situation provoque des conséquences négatives notamment sur l'économie de la province. Certains usagers refuseraient de fréquenter certains tronçons routiers pour échapper à ces tracasseries. Ce qui occasionne la pénurie de certains produits de première nécessité.

Félix Tshisekedi pourrait proclamer l'État d'urgence dans les zones en conflits, selon Sama. « La pacification du pays en particulier à Beni, Butembo, en Ituri, et dans le Nord Katanga est une urgence nationale. Le gouvernement entend mobiliser tous les moyens requis pour éradiquer tous les groupes armés et mettre fin à cette crise sécuritaire sous l'impulsion du Chef de l'État Félix Tshisekedi, commandant suprême des Fardc (...) Dans cette optique, aucune option ne sera exclue y compris celle de la proclamation par le Chef de l'État de l'état d'urgence sécuritaire dans toutes les zones en proie à des violences et conflits armés. Avec comme conséquence notamment le remplacement de l'administration civile par l'administration militaire dans lesdites zones », », a indiqué Sama Lukonde.

Plus de 70 000 déplacés signalés dans les territoires de Djugu et Irumu (OCHA). Cette nouvelle dégradation s'explique par une recrudescence des violences à la suite d'une augmentation des attaques des éléments armés sur les populations civiles et des affrontements depuis le 9 avril. Au moins huit zones de santé ont été affectées simultanément par des attaques et des déplacements. Plus de quarante attaques et incidents ont eu lieu dans les seuls territoires de Djugu et Irumu depuis le début du mois d'avril, renseigne Ocha. Dans le territoire de Djugu, plus de 40 000 personnes se sont nouvellement déplacées depuis le 9 avril dans les zones de santé de Fataki, Nizi, Lita et Tchomia. La plupart étaient soit déjà déplacés, soit de récents retournés ou encore des communautés hôtes dans des situations de vulnérabilité extrêmes. La zone de santé de Drodoro a également été touchée par des attaques, causant des mouvements pendulaires difficiles à quantifier. D'autres auraient traversé pour rejoindre l'Ouganda, précisent le bureau de coordination des affaires humanitaires des Nations unies. Le centre de Fataki a été pratiquement déserté par ses habitants estimés à près de 15 000 habitants depuis le 14 avril. Selon toujours le communiqué d'OCHA, le territoire de Djugu en Ituri est classé en phase 4 urgence en termes d'insécurité alimentaire selon le 19ème cycle de l'indice des prix à la consommation (IPC).

Assemblée nationale : le gouvernement Sama Lukonde investi. Après la présentation dudit programme, les députés ont formulé, après l'ouverture du débat en plénière, des recommandations au chef du gouvernement en vue de son enrichissement. Malgré les critiques émises par des députés dans le débat et en dehors, le gouvernement Sama Lukonde est investi avec 410 voix sur 412 votants. Le gouvernement devra s'attaquer aux dossiers chauds qui l'attendent, principalement la restauration de la sécurité dans la partie orientale du pays, comme l'a souligné Sama Lukonde. Les membres du gouvernement vont ainsi procéder à la remise et reprise avec l'équipe sortante et entamer le travail. Sama Lukonde après investiture du gouvernement : « nous devons montrer à la face du monde qu'impossible n'est pas Congolais».

Kasaï-Oriental : le gouverneur intérimaire se plaint de l'état des finances publiques. Le trésor public de la province du Kasaï-Oriental ne dispose que de 338 millions de francs congolais (169 000 USD). Cette révélation a été faite au cours du premier point de presse tenu par le gouverneur intérimaire, Jeannette Longa Musuamba dimanche 25 avril. « Durant 2019, l'année où nous avons pris le pouvoir, ils ont réalisé plus de 8 milliards de francs congolais. Qu'avons-nous fait avec les 8 milliards de francs congolais ici chez nous ? Le personnel est impayé ça fait déjà 4 mois. Au début de notre travail en 2019, les postes de péage ont réalisé 10 à 12 millions de francs congolais par jour. Mais à

la prise de pouvoir, j'ai trouvé qu'on verse aujourd'hui, 2 millions de francs congolais par jour », révèle le gouverneur intérimaire. Jeannette Longa Musuamba, vice-gouverneur, a pris les fonctions de gouverneur intérimaire le 17 avril, après la déchéance le 1er avril du gouverneur de province Jean Maweja Muteba.

Mardi 27 avril.

Le coût global du programme du gouvernement pour la période 2021-2023 se chiffre à 36 milliards USD. «L'objectif poursuivi est de porter le budget annuel de l'Etat à une moyenne de 12 milliards USD jusqu'en 2023. Mais, pour l'exercice en cours, étant donné que son Budget déjà promulgué s'élève à 6,6 milliards USD, la réalisation des objectifs d'accroissement des recettes et les exigences liées à la cohérence et à la conformité de la loi relative aux finances publiques conduiront à terme à l'élaboration d'une loi de finances rectificative », précise Sama Lukonde. Le gouvernement Sama Lukonde promet de construire un Etat véritablement prospère au cœur de l'Afrique. « Cela passera indubitablement par le redressement et la diversification de l'économie du Pays ainsi que par la construction ou la reconstruction de ses infrastructures », explique le chef de l'exécutif. Le gouvernement s'investira à améliorer la gouvernance des ressources naturelles, des entreprises du portefeuille et des finances publiques. La priorité des priorités consistera à assainir les finances publiques, notamment par la mobilisation accrue des recettes budgétaires et le respect strict de la Loi des finances, afin de garantir une meilleure qualité de la dépense publique.

Beni: 5 morts dans une nouvelle attaque des ADF. Une attaque des ADF a fait cinq morts, dont deux femmes, le soir du dimanche 25 avril à Mantumbi, une localité du secteur Beni-Mbau. L'un des notables du secteur de Beni-Mbau, salue la diligence des casques bleus de la Monusco qui sont vite intervenus en appui aux FARDC pour limiter les dégâts.

Kinshasa : les agents de Transco réclament 7 mois d'arriérés de salaires. Les dénonciations des agents de Transco ont été relayées la semaine dernière par l'Association pour l'accès à la justice (ACAJ). Son président a adressé une correspondance au directeur général de cette entreprise avec copie au Chef de l'Etat et à l'Inspection générale des finances (IGF) pour une meilleure gestion de cette entreprise. Selon certains agents de Transco et le rapport d'enquête de l'ACAJ, outre le non-paiement des salaires et des primes, une centaine de nouveaux bus sont garés à la suite des pannes et accidents provoqués par des chauffeurs mécontents de leur situation. Les mêmes sources renseignent que sur cinq cents bus, les plus anciens ne roulent plus. Les chauffeurs dénoncent la privation de certains droits, comme celui relatif au congé annuel.

Les Lignes maritimes congolaises veulent s'implanter au Sud-Kivu, en ouvrant de nouvelles lignes et en construisant des ports secs. L'entreprise LMC espère le début de l'implantation dans un futur proche. Après le Nord et Sud-Kivu, la mission des Lignes maritimes congolaises se terminera en Ituri. LMC existent depuis 47 ans dans le pays.

Kwango : le vice-gouverneur déchu par l'assemblée provinciale. Sur les 21 députés provinciaux que compte cet organe délibérant, 14 sur les 20 présents ont voté pour la motion de défiance visant sa destitution et 6 ont voté contre. Il a été accusé de plusieurs griefs notamment l'outrage à l'assemblée provinciale, l'insubordination à sa hiérarchie et le détournement de fonds publics entre autres de près de 51 000 USD alloués à l'examen d'état édition 2019-2020.

Kinshasa : un jeune homme libéré après 10 ans de prison sans jugement. Kongawi Bini Kombo, un orphelin arrêté à l'âge de 12 ans en 2010, explique comment il a été arrêté : disant qu'il avait été simplement au mauvais endroit au mauvais moment : « Je suis allé chez ma tante maternelle à Dongo pour demander de l'argent afin de payer mes études. Il se fait que le même jour, les policiers étaient en train d'arrêter les gens à cause des affrontements entre Enyele et Monzaya. Je n'en savais rien. Avant même d'arriver chez ma tante maternelle, j'ai aussi été arrêté. » Ayant été libéré, une semaine après la fête de Pâques, Kongawi Bini Kombo, fervent chrétien catholique, se considère vraiment comme « un ressuscité. »

Mbanza Ngungu accueille le premier salon du livre du Kongo-Central. Durant cinq jours, soit du 27 avril au 1er mai, les écrivains, auteurs, éditeurs et lecteurs venus de Kinshasa et des autres villes du Kongo-Central vont échanger autour du thème : « Aimer la littérature et oser écrire. » Le programme prévoit diverses activités, entre autres forum, conférence, exposition des livres, carrefours, projections des films et jeux concours.

Macron félicite Tshisekedi pour « le succès remporté » en RDC et en Afrique. Les présidents français, Emmanuel Macron, et congolais, Félix Tshisekedi, se sont rencontrés à Paris ce mardi 27 avril pour renforcer leur coopération riche de dossiers bilatéraux. Occasion pour M. Macron de féliciter son invité pour « le succès remporté » en RDC et en Afrique. M. Macron a réaffirmé tous les efforts d'accompagnement de la France pour la paix et stabilité sur l'ensemble du territoire congolais. **La RDC demande l'aide de la France pour lutter contre un groupe islamiste.** Sans les nommer, le président congolais fait référence aux miliciens des Forces démocratiques alliées (ADF) considérés comme le groupe armé le plus violent de la région. A l'origine, ces rebelles musulmans ougandais se sont installés en 1995 dans

est de la RDC où ils ont pris souche. Le 11 mars, les États-Unis ont placé ce groupe armé parmi les "groupes terroristes" affiliés à l'EI. Les ADF sont accusés d'être responsables de la mort de milliers de civils depuis le lancement d'une campagne sanglante en octobre 2014 dans la région de Beni et ses environs. Ils ont tué 1.842 civils depuis avril 2017, d'après les experts.

L'Unicef condamne l'utilisation des enfants à des fins politiques. L'Unicef et les acteurs de protection de l'enfance disent avoir été alertés par des incidents affectant des enfants pendant les manifestations dont des blessures par balle, décès et incarcérations d'enfants. Il exhorte les leaders des partis politiques partout dans le pays à cesser d'utiliser les enfants en les manipulant de diverses manières. Pour lui, ces actes constituent une violation des droits de l'enfant dans la mesure où ils affectent notamment le rythme et la présence des enfants à l'école et peuvent faire courir aux enfants des risques élevés, précise ce communiqué.

Le gouvernement constituera des provisions budgétaires annuelles pour financer les élections. Selon M. Sama, l'exécutif assurera la disponibilité permanente de ces crédits, de manière à ne pas compromettre financièrement l'organisation cyclique des élections dans notre Pays. « En ce qui concerne le recensement et l'identification de la population, je tiens à préciser qu'il s'agit des opérations normales et ordinaires d'un Etat responsable, qui visent simplement à connaître le nombre de ses habitants et à doter chaque citoyen d'une carte d'identité pour des fins de gestion et de planification », prévient le Premier ministre. Concernant les réformes électorales et institutionnelles, le Premier ministre veut faire des élections un vecteur de paix, de cohésion et de progrès, plutôt qu'un motif de déchirement et un rendez-vous de la violence. **La communauté internationale invite le gouvernement Sama à répondre aux attentes de la population.** Dans une déclaration conjointe l'Allemagne, la Belgique, le Canada, la Corée du Sud, l'Espagne, les Etats-Unis, la France, la Grèce, l'Italie, le Japon, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse, la Tchéquie et l'Union Européenne déclarent que ce gouvernement d'« Union sacrée de la Nation » dispose d'une opportunité historique pour répondre aux attentes de la population congolaise exprimées lors des consultations présidentielles. Pour ces pays, le gouvernement Sama devra poursuivre les actions urgentes et efficaces pour améliorer la vie quotidienne et la situation économique, sociale et environnementale des Congolaises et Congolais. Il devra également renforcer la démocratie et la recevabilité des institutions, garantir l'Etat de droit, les droits humains et l'égalité de genre, promouvoir un climat des affaires propice à un développement inclusif, et assurer la sécurité de toutes et tous, en particulier dans les provinces de l'Est. **Sylvestre Ilunga à Sama Lukonde : « La fonction qui est la vôtre aujourd'hui est prestigieuse mais aussi dérisoire »** C'était ce mardi 27 avril à l'occasion de la cérémonie de remise et reprise entre les deux personnalités. Pour expliciter ce conseil, Sylvestre Ilunga affirme ce qui suit : « Si ça marche, le bénéficiaire est pour quelqu'un d'autre, mais si ça ne marche pas, c'est votre faute, parce que le Premier Ministre est celui qui encaisse tous les coups. Vous êtes le responsable de tout ce qui arrive de mauvais dans ce pays, mais il faut s'y faire, car on a besoin que d'un Premier ministre. C'est pourquoi je dis que c'est une fonction dérisoire et très importante pour la République ». Il promet d'accompagner le nouveau Premier ministre dans le travail qu'il va faire, parce que, estime-t-il, le premier bénéficiaire, c'est le peuple congolais. Le Premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde a remercié son prédécesseur pour des conseils allant dans l'intérêt général et le sens élevé de la patrie. Il promet de faire un don de soi pour atteindre les objectifs et se sacrifier au nom et pour le compte de la Nation. Le Premier ministre congolais rappelle les axes principaux qui lui ont été assignés par le chef de l'Etat à savoir la paix et la sécurité, la santé, l'éducation, la diversification de l'économie parce qu'il faut absolument la redresser et des réformes à initier dans le domaine fiscal, électoral, ...

Ebola : les autorités sanitaires vont déclarer la fin de l'épidémie à Butembo dans une semaine. Le ministre provincial de la Santé devra déclarer la fin de la douzième épidémie de la maladie à virus Ebola dans une semaine. Guy Makelele évoque quelques difficultés d'ordre sécuritaire, qui ont caractérisé la gestion de cette maladie. « Dans ce cumul de douze, il y a onze confirmés et un cas probable, la létalité est restée pratiquement la même, de 50%. Six personnes décédées dont cinq cas confirmés et un autre probable. Nous avons enregistré six guérisons, ce qui fait 50% de guérisons (...) Nous avons pu vacciner 1898 sur les 1900 prévues. Nous avons quand même des difficultés surtout liées à la situation sécuritaire qui est très instable. Avec cette insécurité, nous n'avons pas pu réaliser correctement les enterrements dignes et sécurisés »

Nord-Kivu: l'armée réfute sa collaboration avec les groupes armés. Le major Ndjike Kaiko a donné sa version des faits pour taire ces rumeurs circulant sur les réseaux, qui font état d'une éventuelle collaboration entre les Fardc et le NDC/R de Bwira Gilbert, candidat au désarmement depuis une année, afin de neutraliser son ancien allié, Guidon Shimirayi. Pour lui, « les Fardc n'ont jamais collaboré avec un quelconque groupe armé. Il n'y a pas très longtemps, les Fardc ont mené des opérations contre le groupe armé NDC/Rénové de Guidon et à cet effet, ce groupe s'est scindé en deux branches, dont une faction était favorable à la reddition pour venir déposer les armes et se rendre aux Fardc. Au regard du droit international humanitaire, il est pratiquement inconcevable que les Fardc en tant qu'armée professionnelle s'attaque à un groupe qui est déjà dans le processus de reddition. » Il appelle également aux habitants à ne pas croire à ces rumeurs infondées, qui seraient l'œuvre de certains combattants qui sont hostiles au processus de désarmement, démobilisation et réinsertion, lancé par le gouvernement congolais (DDR).

Ituri : 9 miliciens de FPIC condamnés à des peines allant de 10 à 20 ans d'emprisonnement. Ces prévenus ont été arrêtés lors des opérations de ratissage dans plusieurs entités du territoire d'Irumu, secoué par l'activisme des miliciens de la Force patriotique et Intégrationniste du Congo, après la double attaque de décembre et janvier derniers à la barrière Chai au Sud d'Irumu. Cette attaque avait coûté la vie à deux personnes dont un militaire Fardc et un civil. Lors de leur arrestation, les auteurs avaient avoué appartenir à cette milice qui sème la panique dans ce secteur.

Haut-Katanga : Albert Yuma invite ses collègues de la FEC à investir dans le secteur agro industriel. Nous demandons à nos membres « d'avoir des projets à impacts pour la province pour lesquels la FEC, accompagnée de certains bailleurs, amèneraient des financements en insistant sur les projets agro industriels parce qu'il faut que les gens apprennent que les mines sont épuisables et que il faut aller maintenant dans le secteur de la transformation surtout que notre pays a signé l'adhésion à l'accord de la zone de libre-échange africaine, il faut avoir des produits à vendre aux autres », a souligné le président du patronat congolais. Albert Yuma plaide pour l'accompagnement du gouvernement provincial.

Plus de 16 millions de personnes ciblées par une campagne de vaccination contre la fièvre jaune. La campagne de vaccination - « une première cette année en Afrique contre cette maladie » - aura lieu dans sept des 26 provinces congolaises et ciblera les personnes âgées de neuf mois à 60 ans, parmi lesquelles près de 300.000 réfugiés. Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), cette campagne a nécessité plus d'un an de préparation et a été partiellement retardée par la pandémie de COVID-19. « Même si la fièvre jaune est une maladie dangereuse, il est facile de l'éviter avec une simple injection dans le bras ». Bien que la RDC ait introduit la vaccination contre la fièvre jaune dans son programme national de vaccination de routine en 2003, la couverture vaccinale reste autour de 56%, en-dessous du minimum recommandé de 80%. Selon l'OMS, la faible couverture vaccinale a mené à une résurgence de la maladie dans le pays, avec six épidémies enregistrées entre 2010 et 2019. (ONU Info)

Mercredi 28 avril.

12 décès sur 136 cas de la fièvre typhoïde à Popokabaka en 2 mois. Depuis le mois de février, précise le ministre provincial de la santé, la zone de santé de Popokabaka a commencé à enregistrer plusieurs cas suspects de la fièvre typhoïde avec un pic à partir de la deuxième quinzaine du mois de mars dernier. Il appelle la population à l'application des mesures d'hygiène pour éviter la contamination, en insistant sur le fait que l'insuffisance en eau potable dans ce coin serait à la base du nombre élevé des cas.

Le ministre Jean-Jacques Mbungani s'engage à renforcer le système de santé à tous les niveaux. Pour le nouveau ministre de la santé, toutes les stratégies actuelles mises en place pour lutter contre la crise sanitaire due à la pandémie de la COVID-19, à la résurgence de l'épidémie de maladie à virus Ebola et autres épidémies, notamment le choléra, la rougeole ainsi que les endémies telles que le VIH Sida, le paludisme et la tuberculose, ont démontré des lacunes du système de santé de la RDC à plusieurs niveaux. Pour faire face à cette situation, Jean-Jacques Mbungani juge impérieux de renforcer le système de santé à tous les niveaux. Pour y parvenir, le nouveau patron de la Santé a fait appel au concours de toutes les forces de son secteur et promet de mettre de l'humanisme dans le travail.

Mbanza-Ngungu : des jeunes en sit-in pour réclamer la paix dans l'Est du pays. Les jeunes de Mbanza-Ngungu étaient munis des calicots où l'on pouvait lire : «La paix est un droit fondamental», «les tueries à l'Est sont devenues insupportables» ou encore «Béni, Mbanza-Ngungu souffre avec toi,-car une plaie au doigt fait souffrir corps entier». Ces jeunes ont également dénoncé « l'inaction » des autorités de la RDC et le silence de la communauté internationale face aux massacres perpétrés par des groupes armés à l'Est du pays.

Haut-Katanga : Kyungu Wa Kumwanza appelle les jeunes à se désolidariser des miliciens « Bakata Katanga ». « L'Unafec a sa ligne de conduite nous avons choisi d'accompagner le chef de l'Etat non pas par hypocrisie ou par flatterie, nous n'en avons pas l'habitude, nous en avons la conviction qu'avec lui, le Congo peut être sauvé. Par conséquent, tout jeune dès l'instant qu'ils se hissent dans le rang des Bakata Katanga son appartenance à l'Unafec cesse », lance Le président de l'Union nationale des fédéralistes du Congo.

Nord-Kivu : reprise timide des activités à Oicha après 2 semaines de villes mortes Le président de la société civile affirme que tout semble revenir à la normale, même si les écoles trainent encore à ouvrir leurs portes. Il souligne que l'administrateur du territoire de Beni entreprend des démarches avec des partenaires de l'éducation pour la reprise des cours.

Tshuapa : des morts et des maisons incendiées dans la périphérie de Boende dans un affrontement communautaire. Au moins une personne a été tuée, plusieurs autres blessées et des habitations incendiées lors des affrontements communautaires dans la localité Ilongo Nkindo, province de la Tshuapa. Les affrontements sont partis de

la dénomination d'un quartier que les ressortissants de Bokungu ont voulu rebaptiser. Ce qui aurait déclenché la colère des habitants d'Ilongo Nkindo qui s'opposent à cette démarche. Des policiers et militaires ont été déployés dans la localité pour calmer la tension encore vive entre les deux communautés.

Bukavu : braquage d'une dizaine de véhicules entre Bukavu et Walungu. Ces coupeurs de route non identifiés ont tiré des balles réelles pour contraindre les chauffeurs à s'arrêter, aussi pour imposer aux victimes dont des voyageurs, à se soumettre aux pillages. Ces hommes ont pris sur leurs victimes, des téléphones, de l'argent ainsi que plusieurs objets de valeur. La société civile de Kabare qui avait alerté les autorités exprime son regret face à l'inaction de ses hommes. On déplore deux morts et deux blessés dans les attaques sur cette route.

Justice: Willy Bakonga extradé à Kinshasa puis detenu à la DGM. L'ancien ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST), Willy Bakonga a été arrêté le 20 avril à Brazzaville à la demande de Kinshasa qui l'accuse de détournement de fonds. Une demande d'extradition a été adressée à la justice du Congo Brazzaville. La justice de la République du Congo a donc répondu favorablement à la demande congolaise.

Charles Michel à Kinshasa pour évoquer les problèmes de développement. Le président du Conseil européen, Charles Michel est arrivé, ce mercredi 28 avril à Kinshasa pour une visite officielle de deux jours en RDC. Il affirme qu'il est à Kinshasa pour évoquer les problèmes de développement et ceux relatifs aux mécanismes de résolution de crise sécuritaire en RDC. Selon la Présidence de la République, le Chef de l'État évoquera avec son hôte de marque des sujets d'intérêt commun et aussi du partenariat stratégique entre l'UE et l'UA.

Les sénateurs de l'Ituri reprennent leurs activités parlementaires. Ces élus justifient leur retour à l'hémicycle par le fait que leurs revendications ont été prises en compte par le Premier ministre Sama Lukonde dans son programme présenté à l'Assemblée nationale. Ils ajoutent qu'ils ont constaté les avancées sur terrain avec des arrivées des militaires en renfort. Dans leurs revendications, les élus de la grande Orientale avaient souhaité l'installation d'une administration militaire dans la province de l'Ituri, théâtre des atrocités perpétrées par les groupes armés FRPI, CODECO et FPIC.

Jeudi 29 avril.

Hausse des prix généralisée sur les marchés de Beni. La hausse des prix est réelle dans presque sur tous les marchés de la ville. Interrogés, certains commerçants expliquent cette hausse de prix par le fait qu'ils essayent de rattraper le manque à gagner enregistré après de vingt jours d'inactivités à cause de diverses manifestations populaires. D'autres expliquent cette hausse des prix par la carence des produits et la dépréciation de la monnaie nationale.

Butembo : le bureau du Genre condamne l'utilisation des enfants lors des journées ville morte. Des enfants ont été utilisés dans les manifestations « anti-MONUSCO » déclenchées au début du mois d'avril, a fait remarquer mercredi 28 avril le bureau urbain du genre, famille et enfant de Butembo (Nord-Kivu). Le conseil urbain de la jeunesse pense qu'au-delà du sit-in des élèves devant la mairie de Beni, il faut y voir un message fort destiné au gouvernement congolais afin qu'il prenne des dispositions utiles pour le retour de la paix dans la région. Le président du conseil urbain de la jeunesse, Jimmy estime qu'une petite motivation du gouvernement peut donner de l'espoir à la population meurtrie de cette région, dont les enfants font partie.

Nord-Kivu : le gouverneur dénonce un réseau mafieux spoliant le patrimoine de l'Etat. La dépossession des immeubles, qui appartenaient jadis au domaine public et qui se retrouvent actuellement privatisés ou spoliés par des tiers, est une nécessité, a affirmé le gouverneur Nzanzu. Il faisait allusion au cas du Stade de football des jeunes, au niveau de la Sotraki, mais aussi des bâtiments du tribunal de grande instance, de l'immeuble d'hébergement du directeur de la province, du petit marché du cinquantenaire, jadis l'OSCPT, et bien d'autres. Indigné par ce comportement, l'autorité provinciale promet d'étendre la lutte qu'il a commencée depuis deux ans à d'autres spoliateurs, mais aussi aux commerçants qui financent ce réseau maffieux.

Kinshasa : les automobilistes rencontrent des difficultés pour se procurer la vignette. Depuis que cette opération a été annoncée par la Direction générale des recettes de Kinshasa et l'Hôtel de ville, sur le terrain, certains automobilistes disent ne pas toujours être en ordre à cause de la lenteur observée dans l'octroi de la vignette, pourtant, payée pour certains automobilistes, depuis une ou deux semaines.

Butembo : des hommes armés signalés dans la cité de Kanyabayonga. Pendant la nuit, ces hommes circulent en toute quiétude dans la cité, sous l'œil des forces de sécurité. Pendant les heures de nuit, ces hommes armés s'en prennent aux passibles habitants et à leurs biens. Le bourgmestre de Kanyabayonga confirme les faits. Selon lui, il s'agirait des combattants de deux groupes armés, le FPP de Kabido et le Mazembe.

Kongo-Central : 112 personnes souffrent de l'onchocercose ou la cécité de rivière à Inga, dans le territoire de Sekebanza, au Kongo-Central, à cause de la présence massive des insectes noirs nommés simulie. Le président de l'Union des ressortissants du territoire de Sekebanza indique que le foisonnement de ces simulies se fait au niveau du canal d'amener d'eau du fleuve vers le barrage d'Inga. « Les mouches simulies, que les autochtones appellent abusivement maringouins, transmettent à travers leurs piqures la maladie appelée onchocercose où la cécité de rivière ». Vers les années antérieures, les bateaux et les hélicoptères passaient de temps à autre vers le pourtour du barrage d'Inga pour la désinsectisation. Depuis belle lurette, ce travail ne s'est fait plus, et les conséquences, elles, demeurent fâcheuses.

Mbandaka : procès en flagrance de 52 présumés bandits. Ces prévenus ont été arrêtés par les éléments de patrouille mixte et de l'opération de traque des consommateurs de chanvre et liqueurs fortes dans la ville. La population venue nombreuse n'a qu'un seul vœu. Celui de voir ces malfrats être condamnés et aller purger leurs peines au loin. Malgré ces arrestations, indiquent certains Mbandakais, des bandits redoutables continuent à opérer dans la ville.

Ituri : 17 cas de violation des droits de l'homme en un mois à Mambasa, dans les différents sites d'extraction de minerais dans la chefferie de Babila Babombi. Il y a quelques jours, quatre creuseurs artisanaux qui travaillent dans des sites des expatriés chinois ont été torturés par leurs patrons. Dans le site dénommé Maroc au PK 26 en direction de Beni, la plupart des creuseurs artisanaux disent être victimes de traitements dégradants et cruels à chaque fois qu'ils font des reproches à leur chef hiérarchique. Certains affirment avoir été ligotés plusieurs fois puis fouettés en plein air. De son côté, l'ONG Convention pour le respect des droits de l'homme condamne ces actes et demande aux autorités judiciaires d'identifier les coupables de ces crimes graves. Il signale également des cas d'abus sexuels sur mineures.

Beni : l'ONG CEPADHO salue les efforts diplomatiques de Félix Tshisekedi pour anéantir les ADF. « Nous croyons que, au regard de l'ampleur de la menace, la RDC a besoin de l'appui des Etats de la Région et des Etats-Unis et il importe que l'Union européenne soit mise en contribution. Et si la France qui par le passé a été à la tête de cette force Artémis en Ituri reconnaît le terrorisme auquel nous sommes confrontés et se décide de soutenir la RDC dans la traque contre DAECH-RDC ou ADF/MTN, nous pensons qu'il y a lieu de quoi espérer et cela peut permettre à ce que la menace soit endiguée immédiatement » a affirmé le vice-président du conseil d'administration du CEPADHO.

Nord-Kivu : la FOSYNAT dénonce la création de plusieurs écoles fictives. « Nous tenons à lancer un cris d'alarme car ici récemment, on a installé un bureau de la sous division de Masisi 7, à Mwesso, Voici maintenant dans le seul territoire de Masisi il y a huit sous divisions et pourtant de ses sous divisions cinq ne sont pas encore payés. Tout ça c'est pour gonfler les effectifs des NU", a indiqué le président de ce syndicat des enseignants. Cette nouvelle sous-division, a-t-il affirmé, a été créée par un arrêté ministériel du 1 avril 2021 signé par l'ancien ministre national de l'EPST, Willy Bakonga. En outre, ce syndicaliste qui revient d'une mission de toilettage dans les entités éducationnelle du Nord-Kivu, a décelé des agents fictifs, des irrégularités. Pour ce faire, un audit sera effectué dans tous les bureaux gestionnaires.

Félix Tshisekedi demande aux élèves de quitter la mairie de Beni. Il estime que ce n'est pas sa présence à Beni qui va mettre fin à cette insécurité. Il a déjà pris des mesures pour que cela s'arrête. « J'ai déjà annoncé le train des mesures radicales que nous allons prendre pour toutes ces régions en difficulté, en proie à la violence, à savoir l'Ituri, le Nord et le Sud-Kivu pour répondre à leur souhait. Je leur demande de ne pas rester exposer aux intempéries » Les élèves poursuivent leur sit-in devant la mairie, conditionnant la reprise des cours par la présence du chef de l'Etat à Beni.

Butembo : la société civile alerte sur la présence de deux nouveaux groupes Maï-Maï à Masenge. Le premier groupe est constitué d'environ cinquante Maï-Maï, bien armés. Ils sont installés depuis le dimanche à Sebwe, localité située à 50 km de Butembo. Un autre groupe a été aperçu mardi dernier à Masingi, localité se trouvant dans la même chefferie des Baswagha. Ce groupe non identifié, est constitué d'environ quatre-vingt hommes lourdement armés. Ils seraient dirigés par le chef milicien Mille tours par seconde.

Félix Tshisekedi : « La Monusco est venue en RDC pour nous aider à éradiquer les violences et à stabiliser le pays». Le chef de l'Etat congolais note qu'il comprend cette expression de colère, de ras-le-bol vis-à-vis des violences qui se font. Mais il interpelle ces jeunes : « Mais ce n'est pas la Monusco qui est responsable de ces violences. Cette violence est aveugle, elle est lâche, elle est sournoise. On ne la voit pas venir. Et ce n'est pas la Monusco qui la suscite. Et donc vous devez comprendre que la Monusco est là pour nous accompagner dans les efforts que nous fournissons ».

Mukwege demande au président d'agir contre l'impunité. « Le président Tshisekedi devrait maintenant passer de la parole aux actes et adopter une stratégie visant à remédier à l'absence choquante de justice et aux conséquences de l'impunité », déclare le docteur Mukwege, le prix Nobel de la paix, dans cet appel. Relayé par Human Right watch (HRW), le texte est signé par des dizaines d'ONG congolaises et internationales, dont Amnesty international. Les signataires demandent au président et son nouveau. Les signataires de l'appel demandent aux autorités congolaises

"d'identifier et de démettre provisoirement de leurs fonctions les agents des forces de sécurité et d'autres responsables de l'exécutif" auteurs présumés de graves violations des droits humains, "le temps que leurs dossiers soient traités". Ils souhaitent enfin un "programme complet de réparations pour les victimes".

Sud-Kivu : le gouverneur suspend tous les contrats de partenariat public-privé portant sur les immeubles de l'Etat. Selon des sources du gouvernorat, sur les dix immeubles publics repris sur l'arrêté du ministre national de l'Habitat pour la ville de Bukavu, seuls trois sont encore intacts. Tous les sept autres immeubles sont déjà spoliés sous le label du partenariat public-privé. Me Daniel Lwaboshi précise que c'est la raison principale qui justifie la décision du gouverneur. Selon le président de la nouvelle dynamique de la société civile le partenariat public-privé a dépossédé l'Etat congolais de la quasi-totalité de son patrimoine mobilier à Bukavu.

Gratuité de l'enseignement : Charles Michel rassure Felix Tshisekedi de l'appui de l'UE. Le Chef de l'Etat a affirmé qu'avec l'avènement du gouvernement Sama Lukonde, l'Etat Congolais va se focaliser pour que des moyens nécessaires soient mobilisés pour la concrétisation de la gratuité de l'enseignement de base sur toute l'étendue de la RDC. L'Union Européenne rassure pour sa part de son accompagnement dans ce secteur. Le Président de la République est revenu sur les difficultés auxquelles ont fait face la matérialisation de la gratuité de l'enseignement. Selon lui, le détournement de fonds destinés pour cette fin et la pandémie de COVID-19 ont lourdement pesé sur ce secteur.

Félix Tshisekedi et Charles Michel inaugurent deux bateaux baliseurs multifonctions. Ces navires spécialisés, dotés de canots hydrographiques pouvant décrire le relief sous l'eau, ont été construits avec l'appui de l'Union européenne. Ils vont favoriser la circulation sur le fleuve Congo en facilitant la navigabilité des voies fluviales et lacustres en RDC. En réponse à la demande du gouvernement de la RDC, l'UE a investi 60 millions d'euros pour rendre la navigation sûre sur 2300 km, notamment sur le fleuve Congo, de Kisangani à Kinshasa et sur la rivière Kasai, d'Ilebo à Kwamouth. Le Président Tshisekedi s'est entretenu en tête-à-tête avec Charles Michel, président du Conseil européen. Plusieurs sujets ont été abordés au cours de cet entretien parmi lesquels la coopération bilatérale, la réponse conjointe UE-UA face à la COVID-19, la sécurité dans l'Est de la RDC, l'accompagnement de l'UE pour l'éducation ainsi que la valorisation du bassin du Congo, renseigne le compte Twitter de la Présidence de la RDC.

Kinshasa : Willy Bakonga déféré à la Cour de cassation en procédure de flagrance. Selon le parquet général près la Cour de cassation, cette flagrance se rapporte à la clameur publique sur la détention illicite de plusieurs devises étrangères entre les mains de l'ancien ministre de l'EPST, Willy Bakonga. C'est un deuxième dossier ouvert à sa charge. Le premier pour lequel il était auparavant convoqué au parquet sans se présenter, à savoir le détournement présumé des deniers publics, n'est pas encore instruit.

Vendredi 30 avril.

Sit-in des élèves à Beni : le parlement d'enfants interpelle les parents et les autorités. Le parlement d'enfants dans la partie grand nord du Nord-Kivu se dit très préoccupé au huitième jour du sit-in des élèves à la mairie de Beni. Le coordonnateur de cette association dans le Nord-Kivu, invite les parents à convaincre leurs enfants à reprendre le chemin de l'école. Selon lui, les manifestants et parents doivent maintenant laisser du temps aux autorités pour répondre aux revendications de ces élèves.

Willy Bakonga condamné à 3 ans de servitude pénale. Ce dernier et un de ses fils ont été reconnus coupable de dissimulation d'argent. M. Bakonga écope de trois ans de servitude pénale et devra payer 90.000\$ d'amende. La peine infligée à son fils est de six mois de servitude pénale, en plus de 45.000\$ d'amende. Ce verdict concerne le deuxième dossier à charge de l'ex-ministre. Il était auparavant convoqué au parquet, sans s'y présenter, pour une autre affaire relative au détournement présumé des deniers publics. Ce dossier n'est pas encore instruit.

Goma : le CICR administre des soins gratuits aux blessés à l'hôpital CBCA/Ndosho. Plus de cinq cents blessés par armes à feu ou armes blanches, dont soixante enfants, ont été pris en charge gratuitement l'année dernière par le CICR à l'hôpital CBCA/Ndosho de Goma (Nord-Kivu), dans le cadre du projet "Appui au centre de santé pour la prise en charge des blessés liés aux conflits armés". Les malades bénéficiaires de ces services et les responsables de cette structure sanitaire apprécient ce partenariat avec le CICR, qui existe depuis 2012. « Ce sont des soins qui coûtent extrêmement chers. Et si n'était pas avec ce partenariat, considérant la bourse de nos malades, ça serait compliqué pour eux d'arriver à se payer ces soins de qualité qui sont offerts au niveau de notre hôpital », reconnaît Dr Steve Kisembo, un des responsables de l'hôpital CBCA. Il évoque cependant quelques difficultés et lance l'appel à l'autorité provinciale, afin de doter l'hôpital de deux ambulances pour répondre aux besoins de prise en charge urgente des malades.

L'armée et la police dispersent le sit-in des élèves devant la mairie de Beni. Tôt ce vendredi matin, des dispositifs sécuritaires ont été renforcés aux alentours de la mairie de Beni, où les élèves campent pour exiger la présence du Chef de l'Etat dans la ville. Ces éléments de la police ont fait irruption dans leur campement vers 06 heures du matin. Ils les

ont fouettés et certains de leurs biens auraient été emportés, notamment des téléphones et des sacs-à-dos. Les maisonnettes construites pour la circonstance ainsi que les toilettes en bâches ont été brûlées par les forces de l'ordre, selon la même source. Des arrestations et quelques blessés sont signalés parmi ces élèves, contraints de vider le lieu. Immédiatement après, certains habitants mécontents ont commencé à ériger des barricades sur la voie publique. Des ONG, les autorités locales, et même le chef d'Etat Félix Tshisekedi ont demandé aux écoliers de mettre fin à leur sit-in, sans succès.

Beni : la Monusco finance la construction d'une base militaire à Kididiwe. Cinq bases militaires seront implantées dans le territoire de Beni et deux autres en Ituri. Kididiwe, la toute première, va permettre de consolider des acquis sécuritaires dans cet ancien bastion ADF. Cette base va répondre aux normes tactiques, à l'image des bases de la Monusco pour permettre aux militaires Fardc de rendre un service de qualité à la population locale.

Le Sénat examine la proposition de loi sur la transplantation d'organes du corps humain. Cette proposition de loi vise à mettre sur pied une législation spéciale là où la loi sur la santé publique ne donne aucune indication. « L'initiateur de la loi sur la santé publique n'a pas suffisamment tiré de leçon ni profit des expériences néfastes vécues par certains pays en Afrique avant de légiférer dans le secteur de transplantation d'organes et autres tissus humains. En effet, dans ces pays, certains de leurs concitoyens se sont adonnés au phénomène de vente de leurs reins avec l'aide des médecins et des hôpitaux que ces derniers revendaient à très cher aux receveurs malades en dialyse », a expliqué Kaumba Lufunda. Selon lui, cette loi permettra d'empêcher certains médecins véreux de se livrer au trafic d'organes.

Uvira : reprise des combats entre groupes armés locaux à Kanono. De violents combats ont repris jeudi 29 avril à Kanono dans les hauts plateaux de la chefferie de bafuliiru, entre les combattants Ngumino et les Maï-Maï. Kanono est un village situé à 44 Kms au nord-ouest de Lemera, en territoire d'Uvira. Des sources locales parlent d'un bilan de quatre morts parmi les belligérants. Des miliciens ont emporté 75 vaches dans ce village. Un autre affrontement a été signalé mercredi dernier entre Ngumino et Maï-Maï au village de Rubuga, et à l'issue duquel plusieurs maisons ont été incendiées.

Félix Tshisekedi rappelle aux ministres les grands défis du gouvernement Sama. Le Président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, a présidé vendredi 30 avril la réunion du premier conseil des ministres du gouvernement de l'Union sacrée de la nation. A cette occasion, le Président de la République a rappelé les grands défis qui attendent ce gouvernement ; notamment l'amélioration de la situation sociale et la restauration de la paix dans les provinces de l'Est du pays. « Vous avez l'obligation des résultats », leur a-t-il lancé. Depuis le mois d'octobre dernier, les réunions du conseil des ministres ne se sont plus tenues, à la suite de la recomposition de la majorité au pouvoir, consécutive à la rupture de la coalition FCC-CACH.



www.africafundacion.org


 conecta con África


 conecta con África


 conecta con África


 conecta con África


 conecta con África


 conecta con África

informaci[ON]
 itus[ON]
 difus[ON]
 concienci[ON]
 pas[ON]

[ON]